

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

MARCHE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

Personne publique

ETAT – MINISTERE DES ARMEES ET DES ANCIENS COMBATTANTS

Conducteur d'opération

SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE NORD-OUEST

Objet de la consultation

ACCORD-CADRE

Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de dossiers réglementaires et études environnementales (ICPE, IOTA, EDCH, biodiversité, air, bruit...)

Lot n° 1 : Nord-Ouest : Rennes-Cherbourg (départements 22-56-35-53-50-14)

Lot n° 2 : Centre-Sud : Angers-Tours-Avord (départements 44-85-49-72-61-37-41-36-18-58)

Lot n° 3 : Nord-Est : Evreux-Orléans (départements 76-27-28-45-89-91-80)

1	PRESENTATION GENERALE DU MARCHE	5
1.1	Objectif du marché	6
1.2	Périmètre du marché.....	6
1.3	Cadre général du marché	6
1.4	Contexte législatif et réglementaire général des opérations	7
2	ORGANISATION GENERALE	8
2.1	Déroulement de l'accord cadre.....	9
2.1.1	<i>Synthèse des prestations</i>	9
2.1.2	<i>Réunions</i>	12
2.1.2.1	Réunions dans le cadre d'un dossier de demande d'autorisation environnementale	12
2.1.2.2	Réunions hors cadre DDAE	12
2.1.2.3	Qualité du dossier	13
2.2	Organisation et obligation du titulaire	13
2.2.1	<i>Responsabilité du titulaire</i>	13
2.2.2	<i>Investigations de terrain</i>	14
2.2.3	<i>Calendrier prévisionnel</i>	14
3	PRESCRIPTIONS PARTICULIERES	15
3.1	Etablissement du devis et définition des prestations	16
3.2	Dossier De Demande D'autorisation Environnementale.....	16
3.2.1	<i>Etudes préalables</i>	16
3.2.1.1	Etat des lieux et cadrage environnemental	16
3.2.1.2	Diagnostic écologique 4 saisons.....	16
3.2.1.2.1	Volet naturel de l'étude d'impact (VNEI).....	16
3.2.1.2.2	Autres prestations biodiversité – espaces naturels	18
3.2.1.3	Demande d'examen au cas par cas	19
3.2.1.4	Evaluation des incidences Natura 2000.....	19
3.2.2	<i>Assistance phase amont</i>	20
3.2.2.1	Demande d'information.....	20
3.2.2.2	Demande de cadrage.....	20
3.2.3	<i>Etudes spécifiques</i>	20
3.2.3.1	Etudes Air.....	21
3.2.3.2	Etudes bruit initiale et prédictive	21
3.2.3.3	Eaux.....	21

3.2.3.4	Sols	23
3.2.3.5	Eaux d'extinction incendie	23
3.2.3.6	Protection contre la foudre	23
3.2.3.7	Etude de risque sismique	23
3.2.3.8	Etude et zonage ATEX	24
3.2.3.9	Etude de danger	24
3.2.3.9.1	Généralités	24
3.2.3.9.2	Etude de dangers et établissement Seveso, Autres	25
3.2.4	<i>Réalisation du DDAE</i>	26
3.2.4.1	Constitution du DDAE	27
3.2.4.2	Projet soumis à évaluation environnementale	28
3.2.4.3	Projet dispense d'Evaluation Environnementale	29
3.2.5	<i>Assistance élaboration dossiers complémentaires</i>	29
3.2.5.1	Dérogation pour la destruction d'espèces protégées (D 181-15-5)	29
3.2.5.2	Demande d'autorisation de modification de l'état ou de l'aspect d'une réserve naturelle (L.332-6 et L.332-9)	30
3.2.5.3	Demande de modification ou dérogation à un arrêté préfectoral (BIOTOPE ou autre)	30
3.2.5.4	Défrichement (D 181-15-9)	30
3.2.5.5	Demande d'autorisation d'urbanisme	30
3.2.5.6	Plan d'opération interne (POI)	30
3.2.5.7	Plan de prévention des risques technologiques (PPRT)	30
3.2.5.8	Dossier de cessation d'activité	30
3.2.6	<i>Assistance dans l'instruction du DDAE</i>	31
3.2.6.1	Déroulement de l'instruction	31
3.2.6.2	Obligations du titulaire lors de l'instruction :	32
3.2.6.3	Instruction par le service instructeur du MINARM (CGA/IIC)	32
3.2.6.4	Concertation / Information du public	33
3.2.6.5	Supports de communication	33
3.2.7	<i>Assistance phase réalisation et mise en service</i>	33
3.2.8	<i>Déclaration de projet</i>	34
3.2.9	<i>Assistance phase Recours</i>	34
3.3	Réalisation d'autres dossiers environnementaux	35
3.3.1	<i>Audit/ Mise en conformité</i>	35
3.3.1.1	Recensement / synthèse	35

3.3.1.2	Contrôle de conformité.....	36
3.3.1.3	Mesures correctives	36
3.3.1.4	Durée de la mission	37
3.3.2	<i>Pré cadrage écologique</i>	37
3.3.3	<i>Porter à connaissance</i>	40
3.3.4	<i>Dossier d'enregistrement d'une ICPE</i>	40
3.3.5	<i>Dossier de déclaration avec controle périodique d'une ICPE</i>	40
3.3.6	<i>Dossier de déclaration d'une ICPE / IOTA</i>	40
3.3.7	<i>Dossier de demande d'autorisation d'une installation EDCH</i>	40
3.3.8	<i>Assistance aux maitres d'œuvre et d'ouvrage sur les volets environnementaux des opérations du projet</i>	41
3.3.8.1	Assistance à la conception et à la construction des ouvrages ICPE et/ou IOTA	41
3.3.8.2	Assistance à la rédaction des marchés de prestations intellectuelles et de travaux	41
3.3.8.3	Assistance à la sélection des titulaires des marchés de prestations intellectuelles et de travaux	41
4	CALENDRIERS	42
4.1	Procédure complète d'un projet d'infrastructure	43
4.2	Procédure d'une opération d'infrastructure avec DAE	44
4.3	Procédure d'une opération d'infrastructure hors DAE	45
4.4	Phasage procédure environnementale	46
5	ANNEXES	47

1 PRESENTATION GENERALE DU MARCHE

1.1 OBJECTIF DU MARCHE

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) a pour objet une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de l'ensemble des études, dossiers et démarches relatives à l'obtention des documents réglementaires environnement (arrêtés, certificats, attestations...). Cet AMO sera en particulier sollicité dans le cadre de projets de constructions d'infrastructures neuves, de réhabilitations, de mise en conformité...

Cet accord-cadre a pour objectif de donner au SID Nord-Ouest un outil réactif pour la réalisation de l'ensemble des démarches et études environnementales (ICPE, IOTA, EDCH, biodiversité, air, bruit...) que le dossier soit soumis à autorisation environnementale ou non (mise en service, déclaration, déclaration avec contrôle périodique).

Le titulaire pourra aussi être amené à réaliser des dossiers complémentaires au profit de l'ensemble des pétitionnaires (cf. définition à l'annexe 2) couverts par ce marché.

1.2 PERIMETRE DU MARCHE

Compte tenu du périmètre géographique de compétence du SID Nord-Ouest mais aussi des spécificités du Ministère des Armées et des anciens combattants, cet accord cadre est divisé en 3 lots :

N° du lot	Intitulé
1	Nord-Ouest : Rennes-Cherbourg (départements 22-56-35-53-50-14)
2	Centre-Sud : Angers-Tours-Avord (départements 44-85-49-72-61-37-41-36-18-58)
3	Nord-Est : Evreux-Orléans (départements 76-27-28-45-89-91-80)

Le SID Nord-Ouest soutient des sites et des installations de toute nature, notamment : une base navale, des bases aériennes, des casernes, des écoles, des établissements techniques, des terrains d'exercices et camps de manœuvres, des sémaphores, des digues...

Ces sites se déploient sur environ 250 emprises réparties sur les 3 lots comme suit :

- Lot 1 : environ 80 emprises.
- Lot 2 : environ 100 emprises.
- Lot 3 : environ 70 emprises.

1.3 CADRE GENERAL DU MARCHE

La prestation demandée au titulaire comprend toutes les recherches documentaires, études, investigations nécessaires à la réalisation des démarches administratives complètes et des études sous une forme aboutie.

Chaque commande fait l'objet d'une définition simplifiée du projet par le maître d'ouvrage. Il appartient au prestataire de prévoir les études nécessaires à l'exécution de la mission.

La réglementation environnementale applicable (ICPE, IOTA, EDCH...) et le périmètre de l'étude doivent faire l'objet d'une vérification et d'une validation de la part du prestataire.

Sur cette base, le titulaire réalise un devis via le BPU.

D'une manière générale, le prestataire doit l'assistance au maître d'ouvrage et au pétitionnaire dans ses relations avec les différentes autorités compétentes (liste non exhaustive) :

- L'autorité environnementale,
- L'inspection des installations classées du Ministère des Armées et des anciens combattants sis au contrôle général des armées (CGA/IIC),
- Le préfet défense (DTIE),
- Le préfet de département,
- Le préfet de région,
- Le commissaire enquêteur.

Cette assistance dure jusqu'à la parution de l'acte administratif clôturant les procédures réglementaires environnementales, y compris les autorisations instruites par les autorités administratives hors Ministère des Armées et des anciens combattants.

Au titre du présent marché, le titulaire doit notamment veiller au respect des délais de la procédure réglementaire. La prestation minimale due par le titulaire doit aboutir, au minimum, à l'obtention des démarches administratives ou des études nécessaires au maître d'ouvrage. Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité soit de prolonger la prestation jusqu'à la livraison et la fourniture de l'attestation de conformité, soit de l'interrompre.

Le titulaire doit également une assistance à maîtrise d'ouvrage jusqu'à la mise en service de l'infrastructure ou la fin de la réhabilitation.

Le prestataire assure également une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'aide à la définition et la conception des ouvrages existants ou à réaliser. Il assure aussi les missions d'audit de conformité et de veille réglementaire.

1.4 CONTEXTE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE GENERAL DES OPERATIONS

Il est de la responsabilité du prestataire d'identifier le cadre réglementaire de chaque mission. Il doit aussi se référer aux normes et aux règles de l'art en vigueur et fournir à l'équipe projet la liste des textes applicables à chaque projet.

Les spécificités du ministère sont définies à l'annexe 2. Le titulaire s'engage à effectuer toutes les prestations conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur au moment de la réalisation de ses prestations, et prend en compte les spécificités du ministère.

Le prestataire doit une veille réglementaire afin de prendre en compte les évolutions réglementaires à venir dans le cadre de la constitution des dossiers réglementaires et études environnementaux (ICPE, IOTA, EDCH, biodiversité, air, bruit...). Il doit aussi l'information du service (bureau protection de l'environnement) des évolutions impactant ses installations.

Les installations classées exploitées directement par une entité étatique ne sont pas soumises à garanties financières (cf. art R.516-1 du code de l'environnement).

Toutefois, l'exploitant doit justifier de ses capacités techniques et organisationnelles pour assumer ses responsabilités d'exploitant. Il est soumis à l'obligation (L. 512-18) de tenir un état de pollution des sols pour les installations normalement soumises à garanties financières. Le prestataire doit en conséquence intégrer ces éléments au dossier.

2 ORGANISATION GENERALE

2.1 DEROULEMENT DE L'ACCORD CADRE

2.1.1 Synthèse des prestations

Le phasage ci-dessous est donné à titre indicatif.

Ce phasage est soumis à adaptation en fonction de la nature du projet et des études préliminaires déjà disponibles.

Pour l'ensemble des livrables, les documents sous forme numérique sont transmis par mail, clé USB ou via un espace collaboratif selon la sensibilité des données présentes dans les livrables. L'espace collaboratif peut être proposé par le titulaire, ou bien par le maître d'ouvrage via la plateforme RESANA.

Le format des documents fournis en version informatique modifiable est le suivant : Word 2016 et Excel 2016 (Microsoft). Les documents finaux seront fournis en .PDF.

Les délais de remise des livrables sont indiqués dans chaque bon de commande.

Pour la facturation de la ligne du BPU, il est possible de facturer un acompte à la remise du documents ou dossier. Cependant la facturation du solde n'est effective qu'à l'admission par la maîtrise d'ouvrage et, le cas échéant par le service instructeur.

Phases	Référence article	Désignation		Livrables attendus
Définition prestations	3.1	Analyse préliminaire du besoin et définition des prestations		Analyse du besoin et devis selon BPU
Etudes préalables	3.2.1.1	Etat des lieux et cadrage environnemental		Document ad 'hoc
	3.2.1.2	Diagnostic écologique 4 saisons		Volet naturel de l'étude d'impact
	3.2.1.3	Demande d'examen au cas par cas		Cerfa 14734*04 et ses pièces jointes
	3.2.1.4	Evaluation des incidences NATURA 2000		Document ad 'hoc
Phase Amont	3.2.2.1/3.2.1.2	Demande d'information ou de cadrage		Document ad 'hoc
Phase Rédaction	3.2.3	Etudes spécifiques (air, bruit, eaux, sols, foudre,...)		Document ad 'hoc
	3.2.4/ 3.2.4.1	Réalisation du DDAE		Présentation, concaténation des différents documents selon la réglementation
	3.2.4.2	Si Evaluation environnementale	Réalisation de l'étude d'impact	Document ad 'hoc
	3.2.4.3	Si dispense Evaluation environnementale	Elaboration de l'étude des incidences environnementales	Document ad 'hoc
	3.2.5	Dérogation espèces protégées, défrichement, urbanisme		Document ad 'hoc
Phase Instruction	3.2.6	Assistance phase examen et instruction (examen, consultation ou enquête publique, décision, passage au CODERST)		Réponses aux questions, compléments et/ou modifications de dossier, synthèse d'étape si besoin, support communication.

Phases	Référence article	Désignation	Correspondance au BPU
Phase réalisation	3.2.7	Assistance pendant la réalisation des travaux et vérification de la conformité aux prescriptions environnementales jusqu'à la mise en service	Audit de conformité à l'arrêté du DAE
Phase Recours	3.2.8	Assistance phase recours	Audit, constat, synthèse, réponses aux questions
Déclaration de projet	3.2.9	Déclaration de projet	Document ad 'hoc
Autres études	3.3.1	Audit/ Mise en conformité	Document ad 'hoc
	3.3.2	Pré-cadrage écologique	Document ad 'hoc
	3.3.3	Porter à connaissance	Document ad 'hoc
	3.3.4 à 3.3.6	Autres dossiers ICPE/IOTA (déclaration, déclaration avec contrôle, enregistrement)	Document ad 'hoc
	3.3.7	Dossier d'autorisation EDCH	Document ad 'hoc
	3.3.8	Assistance aux maitres d'œuvre et d'ouvrage sur les volets environnementaux des opérations du projet	Conseils, prescriptions techniques, participation au jury,

2.1.2 Réunions

Le titulaire participe à la réunion de lancement de l'accord-cadre à Rennes. Elle est organisée dans le mois suivant la date de notification du présent accord-cadre sur l'initiative de la personne publique. Le titulaire prépare un support de présentation de l'accord cadre (modalités, correspondants locaux). Son coût est inclus dans le coût global de l'AC.

2.1.2.1 Réunions dans le cadre d'un dossier de demande d'autorisation environnementale

Le nombre de réunion en présentielle est précisé dans chaque bon de commande du marché relatif à un dossier de demande d'autorisation environnementale. Elles ont lieu sur site ou au sein des bureaux du SID.

Elles sont programmées par ordre de service aux échéances suivantes :

- En début de mission : en vue de la préparation des prestations à réaliser (réunion de lancement du bon de commande),
- En milieu de mission : pour présenter le bilan de l'état des lieux et la nature des prestations complémentaire à réaliser,
- En cours de préparation du DAE pour faire un bilan de l'avancement : les étapes nécessitant validation sont définies au cours de la période de préparation dans le cadre de l'élaboration du planning,
- Lors de la remise du projet de dossier de demande d'autorisation : pour assurer sa présentation par le titulaire du marché à l'équipe projet,
- Après l'analyse du dossier par l'équipe projet, avant envoi par le pétitionnaire aux services instructeurs,
- En phase d'examen et de consultation,
- Après transmission des éléments nécessaires à la mise à jour du POI et PPRT pour présentation du dossier au pétitionnaire,

Pour chacune de ces réunions, le prestataire doit rédiger un compte-rendu qu'il diffuse sous 72 h, à toutes les parties concernées (liste validée par le conducteur d'opération au préalable). Si besoin, il réalise un support de présentation avec les points clés (réponses en attentes, résultats, point de situation sur planning).

Des points d'avancement ou de relecture sont organisés toutes les deux semaines (mail et visioconférence si nécessaire). Le titulaire doit préciser les documents nécessaires et réponses attendues. Il tient un tableau de suivi avec date prévisionnelle et date réelle.

Des réunions supplémentaires peuvent être organisées à la demande du maître d'ouvrage et programmées par OS. De la même manière, à la demande des autorités, des réunions sur le périmètre de SID Nord-Ouest ou au CGA à PARIS sont réalisables. Ces réunions peuvent éventuellement être en visioconférence avec l'outil « WEBINAIRE de l'ETAT »

La rémunération pour réunions supplémentaires organisées à la demande du donneur d'ordre est prévue au BPU.

2.1.2.2 Réunions hors cadre DDAE

Dans chaque commande d'études hors DAE, un nombre prévisionnel de réunion (en présentielle ou en visioconférence) est précisé. La convocation aux réunions est à la charge de la maîtrise d'ouvrage. Elle peut se faire sur demande dûment justifiée du titulaire en application de la notion de juste besoin.

2.1.2.3 Qualité du dossier

La qualité du dossier/rapport est jugée par l'équipe projet sur :

- La conformité de son contenu avec le code de l'environnement et de l'annexe 2 du présent marché, notamment l'article R 181-13 et suivants pour un DDAE,
- La bonne compréhension des enjeux liés au projet,
- Le principe de proportionnalité des enjeux et des incidences,
- Sa lisibilité, son organisation¹, sa facilité de lecture pour les non-initiés. Le dossier doit être clair et accompagné de synthèses à chaque fin de chapitre,
- L'illustration, le choix de graphiques judicieux et commentés,
- La cohérence entre les différentes parties du dossier,

La recevabilité est attestée à la phase 0 « étape de vérification de la complétude et régularité » par le CGA/IIC.

Nota : un dossier jugé incomplet ou de mauvaise qualité a des risques d'être rejeté à cette phase.

Le titulaire doit reprendre et corriger le dossier sans rémunération supplémentaire jusqu'à obtention de la recevabilité.

2.2 ORGANISATION ET OBLIGATION DU TITULAIRE

2.2.1 Responsabilité du titulaire

Le titulaire effectue un suivi des divers échanges par mail avec le pétitionnaire et le responsable du SID Nord-Ouest est en copie de ces échanges.

Pendant toute la durée des prestations, le titulaire doit respecter les règles de sécurité et avoir le souci de créer le moins de gêne possible vis-à-vis des déplacements et de l'activité sur le site.

Le titulaire est tenu de se conformer au code du travail pour prendre toutes les mesures de prévention concernant les prestations effectuées dans un organisme du Ministère des Armées et des anciens combattants par une ou plusieurs entreprises extérieures.

Le titulaire du présent marché doit proposer une équipe constituée :

- D'un responsable de projet, interlocuteur principal du maître d'ouvrage.

Cet interlocuteur traite de l'ensemble des questions techniques et administratives liées à l'exécution du marché et assure le relai avec l'équipe projet. De ce fait, il doit être une personne expérimentée sur l'ensemble des thèmes abordés dans le marché, et dont la formation et les compétences doivent être en parfaite adéquation avec les responsabilités confiées. Il doit obligatoirement faire partie du personnel du titulaire.

- D'une équipe de projet pluridisciplinaire regroupant les compétences nécessaires à la réalisation des prestations, le niveau de compétence requis pour chaque discipline doit être adapté à la complexité du projet.

¹ Respect de l'intitulé et de l'ordre des éléments définis aux articles du code de l'environnement.

2.2.2 Investigations de terrain

Le titulaire doit se déplacer sur le terrain autant que nécessaire et ce sur tout le périmètre de l'étude, y compris dans les abords du « site » si nécessaire.

En tant que de besoin, des investigations de terrain (le sous-sol, les eaux souterraines, des mesures de bruit...) sont réalisées dans le respect de la réglementation.

A ce titre, le titulaire propose une liste argumentée d'investigations.

L'opportunité et la localisation de ces investigations sont validées par OS.

Les investigations de terrain sont programmées, expliquées sur les moyens, le planning et la méthodologie mise en œuvre. Le maître d'ouvrage est systématiquement informé dans un délai de 15 jours calendaires avant l'investigation.

2.2.3 Calendrier prévisionnel

A chaque bon de commande, le titulaire fournit un calendrier prévisionnel de sa mission en y incluant les délais de chaque intervenant (dont délais réglementaires d'instruction).

Le prestataire doit, à partir du calendrier de l'opération fourni par le maître d'ouvrage, élaborer un calendrier prévisionnel faisant apparaître les prestations à réaliser, les jalons et points de contrôle nécessitant une validation par les différents services, l'organisation des réunions de coordination et de présentation.

Les phases de validation par le maître d'ouvrage doivent également y figurer.

Pour chaque phase de réalisation, le prestataire précise ses attendus et points bloquants.

Le calendrier proposé doit faire apparaître le chemin critique. Il est fourni en version électronique compatible avec MS Project.

3 PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

3.1 ETABLISSEMENT DU DEVIS ET DEFINITION DES PRESTATIONS

Lorsqu'un maître d'ouvrage a un besoin, il rédige un descriptif simplifié de son projet, en utilisant l'annexe 1 si nécessaire. Il le transmet au titulaire par mail ou ordre de service, qui sur la base de ce document daté, réalise une analyse préliminaire portant sur :

- la réglementation environnementale applicable,
- la nature de projet (consommation des ressources, artificialisation des sols, émissions prévisibles dans l'air, l'eau..., trafic etc.)
- l'environnement du projet (sensibilité écologique, différents zonages (risques naturels, technologiques, périmètres de protection),
- le périmètre à étudier...

Ce travail est principalement basée sur la recherche documentaire.

Le titulaire communique ensuite dans **un délai de 2 semaines** la liste des prestations à réaliser et établit une proposition de devis en référence au BPU par mail.

Le titulaire peut, en fonction de l'avancée et des conclusions des études intermédiaires, notamment à l'issue de la phase amont, compléter son analyse et proposer, le cas échéant, de nouvelles prestations listées au BPU. Il doit anticiper au maximum la demande afin de ne pas trop retarder le calendrier de l'opération.

3.2 DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

3.2.1 Etudes préalables

3.2.1.1 *Etat des lieux et cadrage environnemental*

Afin de définir les démarches à suivre en matière d'obligations environnementales dans le déroulement du projet, le titulaire établit un état des lieux technique et réglementaire du site, intégrant les installations existantes et celles envisagées dans le projet.

Cet état des lieux se base sur des investigations documentaires et si nécessaire des investigations terrain dont les résultats et la synthèse environnementale sont compilés par la suite dans la notice de cadrage environnemental. Sa durée n'excède pas 3 mois afin de bénéficier des résultats dans le premier bilan intermédiaire de la notice de cadrage environnemental.

3.2.1.2 *Diagnostic écologique 4 saisons*

Après un pré cadrage environnemental, si la présence d'enjeux de biodiversité a été révélé ou si le projet futur nécessite la réalisation d'un DDAE (ICPE/ IOTA, travaux importants (& R122-5 du Code environnement), localisation géographique...) *ou d'une démarche environnementale particulière (incidence NATURA 2000)*, un diagnostic écologique 4 saisons est préconisé et doit être anticiper dans le calendrier d'une opération. Il est décrit sous l'appellation Volet Naturel de l'Etude d'Impact (VNEI) ci-après. Selon l'opération projetée, il peut être réalisé à l'échelle du site ou une zone du site. L'investigation de bâtiment peut aussi être nécessaire. Le titulaire argumente le besoin de recourir à cette prestation. A chaque visite sur site, un compte-rendu est fourni au maître d'ouvrage par mail dans un délai de 5 jours calendaires.

3.2.1.2.1 Volet naturel de l'étude d'impact (VNEI)

Le volet naturel de l'étude d'impact (VNEI) doit être rédigé pour s'insérer dans l'étude d'impact et ses documents annexes.

Conformément à l'article R.122-5 du C. Env., le VNEI est composé à minima de :

- L'état initial du site et des milieux naturels potentiellement affectés ;
- Les effets directs et indirects, permanents, temporaires et cumulés du projet sur l'environnement et la santé ;
- L'esquisse des principales solutions de substitution et des impacts associés, ainsi que les raisons pour lesquelles le projet présenté a été retenu ;
- Les mesures ERC, les mesures de suivi envisagées et leurs coûts.

a) Etat initial du site

L'AMO doit recenser et analyser le patrimoine naturel du site et les exigences réglementaires écologiques concernant les milieux touchés par le projet (y compris le milieu maritime (lot 1)). Il doit étudier la nature de l'occupation des sols, des espaces naturels, agricoles et forestiers présents, de la flore, de la faune, des habitats et des fonctionnalités écologiques qui leur sont associés, afin d'apprécier la compatibilité du projet avec ces éléments. La méthodologie utilisée pour l'état initial doit être décrite et justifiée.

Une cartographie de synthèse reprend également les éléments de l'état initial.

Les inventaires naturalistes sont indispensables pour caractériser l'état initial du site. Ils permettent d'identifier tous les enjeux faune, flore et habitats (y compris les espèces exotiques envahissantes) afin de disposer d'une base solide d'évaluation des impacts écologiques du projet.

Les protocoles d'inventaires sont laissés au choix du titulaire. Cependant, les prescriptions suivantes doivent être prises en compte :

Domaines	Prescriptions
Qualité des intervenants	L'intervention de naturalistes spécialistes pour chaque groupe taxonomique est requise selon les enjeux potentiels identifiés lors de la phase de recueil et d'analyse préliminaire des données existantes. L'intervention de naturalistes généralistes sur plusieurs groupes faunistiques ou floristiques peut être pratiquée dans le cas de projets conduisant à des impacts potentiels négligeables.
Calendrier	Les inventaires doivent être représentatifs de l'ensemble du cycle biologique des espèces étudiées et de leur phénologie. La ou les période(s) précise(s) d'inventaires ainsi que leurs durées sont déterminées par le titulaire en fonction des enjeux écologiques identifiés au préalable et argumentées. Les périodes d'inventaire définies ci-après sont impérativement respectées.
Partage des données de biodiversité	Les référentiels techniques en vigueur sont respectés afin d'effectuer le versement des données brutes de biodiversité (y compris bibliographique) dans l'inventaire national du patrimoine naturel (INPN) au moyen du télé service créé par arrêté ministériel. Les restrictions applicables à certaines emprises militaires doivent être prises en compte. Les données brutes de biodiversité sont transmises à la maîtrise d'ouvrage conformément au standard de fichier DEPOBIO (version en vigueur au moment de la production des données) avec un fichier format Shape file (.shp) en Lambert93 (EPSG : 2154). La cartographie de synthèse des enjeux est transmise au format Shape file (.shp) en Lambert93 (EPSG : 2154).

b) Analyse des effets du projet

Cette partie doit analyser les différents types d'effets induits par le projet sur le milieu naturel : effets directs ou indirects, permanents ou temporaires, positifs ou négatifs, ainsi que les effets cumulés avec d'autres projets. Ces effets doivent être analysés dans les différentes phases de vie du projet : phase

amont du chantier ; construction du projet ; entretien et/ou exploitation du projet ; phase de démantèlement.

c) Mesures Eviter, Réduire, Compenser (ERC) et mesures d'accompagnement et de suivi

Il est attendu une démonstration de l'application de la séquence ERC tout au long du projet. Le choix, le détail de la mise en œuvre des mesures ERC envisagées, leurs coûts (prix du foncier si nécessaire, prestations écologiques y compris le suivi sur plusieurs années, coûts d'investissement et de fonctionnement des compensations...) et leurs effets attendus doivent être décrits et justifiés précisément. Il est rappelé que les mesures ERC proposées doivent être **proportionnées aux impacts** identifiés.

Il doit être montré que toutes les mesures d'évitement ont été envisagées avant la mise en place de mesures de réduction, et que les mesures de compensation éventuelles n'interviennent qu'en dernier recours, en cas d'impact résiduel significatif. Il est également démontré que les mesures ERC sont suffisamment **efficaces** pour permettre l'absence de toute perte nette de biodiversité et **réalisables** compte-tenu de l'obligation de résultat qui s'y attache.

Une attention particulière est portée à la cohérence des mesures ERC portées par d'autres dossiers réglementaires.

Ce travail se fait en étroite relation avec la maîtrise d'ouvrage afin que les mesures proposées soient cohérentes, opérationnelles et réalisables.

Concernant les mesures compensatoires éventuelles, le titulaire a également un rôle de conseil pour la maîtrise d'ouvrage vis-à-vis du mode de mise en œuvre des mesures compensatoires :

- Soit directement, le titulaire a alors un rôle de conseil pour la MO vis-à-vis de l'éventuelle maîtrise foncière de parcelles de compensation dans le respect de l'équivalence écologique ;
- Soit par la mise en place de contrat tel que l'obligation réelle environnementale (ORE) sur parcelles MINARM ou parcelles civiles par l'intermédiaire d'un opérateur de compensation ;
- Soit par l'acquisition d'unités de compensation dans le cadre d'un site naturel de compensation.

Périodes d'inventaire faune/flore (non contractuel) :

taxons	mois de l'année												
	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	
flore				floraison									
amphibiens			sortie d'hibernation puis reproduction, recherches nocturnes par temps chaud et pluvieux										
chauve-souris	hibernation, comptages en gîtes					estivage, recherches par écoutes nocturnes						hibernation, comptages en gîtes	
autres mammifères				reproduction et déplacements									
insectes				par temps chaud, prospections pluriannuelles souhaitables si présence d'espèces protégées ou présence d'habitats de ces espèces									
invertébrés aquatiques				période de basses eaux									
oiseaux	hivernage			migration, nidification			migration						hivernage
poissons			période de fraie										
reptiles				sortie d'hibernation, recherches par temps clair									

Source : Note méthodologique pour la réalisation du volet faune-flore-milieus naturels des études d'impact – DIREN CA/SNSP – 2008

3.2.1.2.2 Autres prestations biodiversité – espaces naturels

Dans le domaine de la biodiversité et des espaces naturels, le prestataire peut être amené à réaliser les prestations suivantes :

- Elaboration d'un suivi écologique des mesures d'évitement, réduction et compensation (ERC), ainsi qu'un bilan annuel de l'efficacité de ces mesures ;
- Recherche de solution de compensation écologiques ;
- Elaboration d'un plan de gestion écologique ou pastoral avec des objectifs de gestion à long terme, ainsi que d'un plan d'action et des indicateurs de suivi ;
- Evaluation des impacts d'une opération de défrichement sur le milieu naturel : notamment les impacts sur le sol, les eaux superficielles et souterraines, la faune, la flore et les milieux naturels, le fonctionnement écologique local, la recolonisation par des espèces exotiques envahissantes.

3.2.1.3 *Demande d'examen au cas par cas*

Le prestataire doit élaborer la demande d'examen au cas par cas pour le compte du pétitionnaire en remplissant le formulaire CERFA 14734*04 conformément aux prescriptions de l'art. R 122-3 du code de l'environnement. Les annexes du formulaire sont également produites par le prestataire. Le document finalisé est soumis au visa du pétitionnaire/maître d'ouvrage. L'envoi à l'autorité environnementale reste à la charge du pétitionnaire.

Afin de définir la sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée, le prestataire collecte les informations permettant de répondre à toutes les questions de la partie 5 du formulaire.

Les caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine objet de la partie 6 du formulaire CERFA sont définies à partir des éléments résultants du travail effectué dans le cadre de la phase préliminaire. Les mesures ERC éventuelles sont en conséquence envisagées lors de la phase conception.

La partie 7 du formulaire CERFA à caractère facultatif doit faire l'objet d'une évaluation du prestataire.

La décision de lancer la procédure d'examen au cas par cas est de la responsabilité du porteur de projet. Le résultat de l'évaluation du prestataire oriente cette décision.

L'envoi du formulaire à l'autorité environnementale reste à la charge du pétitionnaire. Le document et ses annexes sont remis par le prestataire au maître d'ouvrage sous forme numérique.

L'évaluation simplifiée des incidences NATURA 2000 est réalisée à ce stade de l'étude.

Le travail élaboré au cours de cette phase sert de support lors de la phase amont même dans le cas où le pétitionnaire/maître d'ouvrage décide de lancer directement une démarche d'évaluation environnementale.

3.2.1.4 *Evaluation des incidences Natura 2000*

Le formulaire d'évaluation simplifiée ou préliminaire des incidences NATURA 2000 communiqué par le maître d'ouvrage lors de la période de préparation est à utiliser pour réaliser l'évaluation préliminaire du projet afin de savoir si un dossier plus approfondi est nécessaire.

L'évaluation simplifiée doit être finalisée pour la demande d'examen au cas par cas.

Si des incidences sont possibles ou identifiées à l'occasion de la réalisation de l'évaluation simplifiée, il convient de mener une évaluation approfondie dans le cadre de l'étude environnementale (étude d'incidence ou étude d'impact).

Le formulaire d'évaluation préliminaire doit correspondre aux prescriptions de l'art R 414-23-I du code de l'environnement et le canevas du dossier d'incidences à celles du R414-23-II et IV du même code.

3.2.2 Assistance phase amont

3.2.2.1 *Demande d'information*

Sur la base des informations disponibles et notamment du formulaire CERFA de la demande de cas par cas, et/ou de l'avis motivé de l'autorité environnementale, le prestataire propose s'il en identifie le besoin, une rédaction de la demande d'informations informelles. Celle-ci est nécessaire en fonction des différentes options possibles et en cas de doute sur certaines questions qui peuvent remettre en cause le bon déroulement de la phase d'examen du dossier.

La requête relative à une modification d'échelle des plans constituant le dossier graphique est incluse à cette demande.

Cette demande est validée par l'équipe projet de la maîtrise d'ouvrage et adressée à l'autorité compétente par le pétitionnaire.

Cette demande d'informations fait l'objet soit d'un simple échange de courriers soit de la tenue d'une réunion qui donne lieu à un compte rendu à rédiger par le prestataire. Le CR est validé par l'équipe projet de la maîtrise d'ouvrage et diffusé par le pétitionnaire / maître d'ouvrage.

Les informations et recommandations reçues à l'issue de cette phase sont prises en compte par le prestataire pour l'élaboration du dossier de demande d'autorisation comprenant l'évaluation des incidences environnementales et les éléments spécifiques liés à l'objet des autorisations (ICPE, IOTA, défrichement, destructions d'espèces, etc...) à y adjoindre.

3.2.2.2 *Demande de cadrage*

Si le dossier est soumis à évaluation environnementale (& L.122-1-2 et R.122-4 du Code de l'environnement), le prestataire élabore en tant que de besoin une demande de cadrage en fonction des différentes options possibles en cas de doute sur certaines questions qui pourraient remettre en cause le bon déroulement de la phase d'examen par les services instructeurs ou consultés (AE, CGA/IIC, collectivités, DREAL, DDT...).

La requête relative à une modification d'échelle des plans constituant le dossier graphique est incluse à cette demande.

Cette demande de cadrage fait l'objet d'un simple échange de courriers ou de la tenue d'une réunion avec l'équipe projet qui donne lieu à un compte rendu (CR) à rédiger par le prestataire. Le CR fait l'objet d'une validation par l'équipe projet de la maîtrise d'ouvrage et est diffusé par le pétitionnaire/maître d'ouvrage.

Les informations et recommandations reçues à l'issue de cette phase sont prises en compte dans l'élaboration de l'évaluation environnementale et des éléments spécifiques liés à l'objet des autorisations (ICPE, IOTA, défrichement, destructions d'espèces...).

Les études complémentaires nécessaires sont à la charge du prestataire et seront rémunérées en plus si elles sortent du cadre initial du bon de commande.

3.2.3 Etudes spécifiques

Les études nécessaires à la réalisation du DAE sont notamment :

- Etude air et bruits,
- Etudes sur le milieu naturel,
- Etudes hydrauliques, hydrogéologiques,
- Etudes foudre

Les relevés topographiques font l'objet d'un marché spécifique.

3.2.3.1 *Etudes Air*

Le prestataire doit identifier les activités susceptibles d'impacter l'air et identifier la qualité et la quantité de polluants susceptibles d'être émis notamment au regard des polluants listés à l'annexe II de l'arrêté du 11 décembre 2014 modifiant l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes. Le cas échéant, des mesures de réduction des émissions polluantes doivent être proposées en prenant en compte les meilleures techniques disponibles. Les prescriptions d'exploitation doivent également être définies. Dans le cadre de cette mission, des analyses d'air pour recherche de polluants ou classification de la qualité de l'air sont réalisées.

Ces études et mesures font l'objet d'un rapport spécifique qui est intégré dans le DAE.

3.2.3.2 *Etudes bruit initiale et prédictive*

Les nuisances sonores susceptibles d'être générées par des activités bruyantes doivent être identifiées et quantifiées.

Un état initial en limite de propriété et éventuellement en zone à émergence règlementée est réalisé conformément à l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié et fait l'objet d'un rapport.

Les points et périodes de mesures de bruit sont proposés par le titulaire à l'issue d'une phase préliminaire afin d'être représentatifs des conditions normales de fonctionnement des différentes installations de l'établissement. Plusieurs zonages peuvent être nécessaires.

Les points et périodes de mesures proposés font l'objet d'une validation par l'équipe projet de la maîtrise d'ouvrage.

L'état initial des niveaux de bruit fait l'objet d'une présentation à l'équipe projet de la maîtrise d'ouvrage et éventuellement au service instructeur.

Le prestataire à partir de cet état des lieux doit ensuite évaluer l'impact sonore des nouvelles installations et proposer le cas échéant les mesures ERC à mettre en œuvre.

L'étude bruit doit permettre d'apprécier l'état initial avant l'aménagement prévu et faire une projection des futures activités en terme de gênes sonores. Le prestataire doit proposer des moyens de réduction ou compensations pouvant être mis en place.

Cette prestation inclut donc des modélisations sous forme de rayon de bruit permettant de voir l'atténuation avec l'éloignement et les effets des moyens de réduction du bruit proposé.

Ces études et mesures font l'objet d'un rapport spécifique qui sera intégré dans le DAE.

3.2.3.3 *Eaux*

Le DDAE doit être développé de manière proportionnée, en fonction de l'ampleur du projet, de ses incidences prévisibles sur les ressources en eau, et surtout de la sensibilité et de la vulnérabilité des ressources en eau et des milieux aquatiques.

Ainsi le volet « eaux » du DDAE comprend :

- Un état initial du site concernant :
 - o Les ressources en eaux souterraines et en eaux superficielles,
 - o Les milieux aquatiques à proximité de l'opération
 - o L'identification des risques d'inondation
 - o Le système d'assainissement.
- La compatibilité aux SDAGE et SAGE
- Un état des prélèvements de la ressource en eau actuels (besoins, usages, description des procédés, bilans mensuels et annuels, ...), et l'hydrologie actuelle
- Un état prévisionnel des prélèvements pendant et après les travaux ainsi que les mesures prises de réduction de prélèvement, les économies d'usage et le suivi des consommations.
- L'hydrologie après travaux avec les mesures en cas de situation hydrologique déficitaire.
- L'incidence de la qualité des rejets directs dans les eaux superficielles et milieux naturels.
- La gestion des eaux pluviales, la vérification des capacités d'infiltration du sol et les incidences sur le ruissellement (modification éventuelles du régime hydraulique) ainsi que la capacité de stockage en vue d'une réutilisation.
- La prise en compte du risque inondation avec les mesures ERC prises.
- Les données graphiques, les solutions techniques, les avantages/inconvénients, les difficultés techniques ou administratives, les coûts d'investissements et d'entretien sur 10 et 20 ans de chaque scénario du projet de travaux.
- La gestion des eaux usées du projet avec la description des mesures prises de traitement, d'auto surveillance et de suivi des flux.
- Les mesures prises pour la prévention et la gestion des pollutions accidentelles.

Si les investigations ci-dessous relèvent de l'état initial, ces dernières sont réalisées dans le cadre du présent marché :

- Une campagne de mesures dans les eaux (eaux souterraines et superficielles susceptibles d'être impactées par les activités de l'établissement), ainsi que dans les points de rejets si nécessaire pour des paramètres de base classiques.
- La réalisation et pose d'un piézomètre
- Les tests pour la capacité d'infiltration des sols soit par forage (Test PORCHET) ou sondage à la pelle (MATSUO). NB : si besoin de sécurisation pyrotechnique il est fait appel à l'AC Dépollution pyrotechnique.
- Des inspections par caméra sur les réseaux EP/EU

Le titulaire investigate ponctuellement les réseaux AEP/EP/EU pour améliorer la connaissance mais il n'est pas prévu la réalisation de diagnostic complet des réseaux du site avec levé topographique des fils d'eau. Si nécessaire, le titulaire demande au conducteur d'opération de prévoir les diagnostics précis des réseaux et les levés topographiques au moyen d'un autre marché.

Pour chacun des réseaux (AEP, EP, EU), ces investigations doivent permettre d'établir un audit afin d'identifier d'éventuelles non conformités et remise à niveau technique. En l'absence d'une donnée, le titulaire fournit les hypothèses prises pour les calculs des différents débits et dimensionnement de réseaux.

Pour la gestion des eaux pluviales, le titulaire identifie et évalue les bassins versants du site, comprenant l'identification des points de rejet, leur niveau de conformité vis-à-vis des exigences de mesure de débit et la réalisation de prélèvements pour analyse. Pour le projet de travaux, le titulaire étudie la gestion des eaux pluviales (EP) à l'échelle du bassin versant intercepté par le projet (bilan de

fonctionnement, dimensionnement des ouvrages de collecte, de rétention et de traitement) et le confinement des eaux résiduaires dont les eaux d'extinction d'incendie. Le prix unitaire de la prestation tient compte de la surface de la zone aménagée dans le cadre du dossier.

Le prestataire peut être amené à mettre à jour les calculs et les évaluations au fur à mesure de la maturation du projet, jusqu'à la fin de la phase de conception.

3.2.3.4 Sols

Le volet « Etat initial des sols » est proportionné à la future activité et un état initial est produit si nécessaire en s'appuyant sur les études historiques et documentaires du site. Dans le cadre de l'état initial, des investigations de sols sont réalisées par le présent prestataire.

La phase travaux doit également être prise en compte dans cette étude et notamment la gestion des terres susceptibles d'être excavées. Le prestataire doit étudier un exutoire sur site ou en filière extérieure. Cette étude est complétée d'un bilan coûts/avantages et d'un schéma conceptuel si nécessaire.

3.2.3.5 Eaux d'extinction incendie

Pour le réseau incendie, le titulaire dresse un état des lieux initial et projeté des moyens d'extinction et de confinement des eaux résiduaires et définit le besoin de remise à niveau technique.

Le volume des eaux d'incendie à confiner, notamment pour les ICPE soumises à cette obligation, est à dimensionner à partir du besoin en extinction défini dans l'étude de dangers (EDD). La conception des bâtiments, des ICPE et de leur mode d'exploitation doivent prendre en compte ce point afin d'ajuster au mieux ces besoins avec les moyens du site² (compartimentage, distance entre bâtiments, etc...).

La quantité des eaux incendie à confiner est calculée selon la réglementation en vigueur (à préciser par le prestataire) et les référentiels en vigueur (D9/D9A ou équivalent). L'avis du service incendie de l'emprise et du SDIS sont obligatoirement recherché par le prestataire.

Ces études font l'objet d'un rapport spécifique qui est intégré dans le DAE.

3.2.3.6 Protection contre la foudre

Pour les installations soumises à l'application de l'arrêté du 4 octobre 2010, une analyse du risque foudre (ARF), une étude technique (ETF), la définition des systèmes de protection et/ou de prévention à mettre en œuvre sont réalisées par le titulaire suivant les normes en vigueur, en particulier la NF EN 62305.

Le BPU prévoit différentes lignes afin d'adapter le besoin à la complexité du bâtiment et son activité.

Ces études font l'objet de rapports spécifiques (ARF, ETF, définition) qui sont intégrés dans le DAE.

3.2.3.7 Etude de risque sismique

Les études du risque sismique prescrites par l'arrêté du 4 octobre 2010 sont réalisées au titre du présent marché afin d'évaluer le risque sismique et les moyens techniques nécessaires à la protection parasismique des installations projetées ainsi que les effets sur l'environnement en cas d'évènement sismique. Par ailleurs, ce travail d'études doit faire l'objet d'une collaboration entre le prestataire et l'équipe de conception du maître d'œuvre.

² Notamment dans le cas d'installations existantes

Ces études font l'objet d'un rapport spécifique qui est intégré dans le DAE.

3.2.3.8 *Etude et zonage ATEX*

Pour répondre aux exigences de la directive européenne 1999/92/CE relative au risque d'explosion (Articles R. 4227-46 à R. 4227-48 du Code du travail / Décret n° 2002-1553 du 24/12/2002 du Ministère du travail), le prestataire doit accompagner le maître d'ouvrage dans la démarche d'évaluation des risques ATEX et la définition des mesures à prendre.

Cette étude détaille les préconisations ATEX, par bâtiment, dans le cadre de la présence dans certaines zones de gaz ou liquides pouvant former des matières inflammables.

Le prestataire liste dans son étude les réglementations et normes en vigueur et s'y conforme.

Ces études font l'objet d'un rapport spécifique qui est intégré dans le DAE.

3.2.3.9 *Etude de danger*

Une étude de danger liée aux risques spécifiques des installations concernées par chaque bon de commande est réalisée.

Le titulaire doit le calcul contradictoire de toutes les données qui peuvent lui être remises sans pouvoir faire prévaloir qu'elles lui ont été fournies par la maîtrise d'ouvrage et intégrées en l'état comme faisant foi.

Elle comprend notamment :

- L'ensemble des calculs de l'étude de danger : le calcul des flux thermiques, des surpressions, des émanations de produits toxiques ou chimique...
- La matérialisation sur plan des zones de dangers y compris les interférences avec d'autres zones de dangers extérieures aux installations.

3.2.3.9.1 Généralités

L'étude de danger est obligatoire dans un dossier de demande d'autorisation d'une ICPE. Elle peut être nécessaire pour un IOTA. L'étude de danger précise les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du CE en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation.

En tant que de besoin, cette étude donne lieu à une analyse des risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite.

L'étude de danger justifie que le projet permet d'atteindre, dans des conditions économiquement acceptables, un niveau de risque aussi bas que possible, compte tenu de l'état des connaissances, des pratiques et de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation.

Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents. Le contenu de l'étude de danger doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement et de la vulnérabilité des intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du CE.

Cette étude précise, notamment, la nature et l'organisation des moyens de secours dont l'exploitant dispose ou dont il s'est assuré le concours en vue de combattre les effets d'un éventuel sinistre. Pour

les installations pouvant donner lieu à l'institution de servitudes, le titulaire doit fournir à l'exploitant les éléments indispensables pour l'élaboration par les autorités publiques d'un Plan Particulier d'Intervention (PPI), la mise à jour du Plan d'Opération Interne (POI) et du Plan de Prévention des Risques Technologique (PPRT).

L'étude comporte, notamment, un résumé non technique explicitant la probabilité et la cinétique des accidents potentiels, ainsi qu'une cartographie agrégée par type d'effet des zones de risques significatifs.

L'étude de dangers porte sur l'ensemble des installations et équipements exploités ou projetés par le demandeur qui, par leur proximité ou leur connexité avec l'installation soumise à autorisation, sont de nature à en modifier les dangers ou inconvénients.

Le titulaire peut s'appuyer sur le plan proposé dans le rapport sur les études de dangers des installations classées pour la protection de l'environnement de l'INERIS.

L'arrêté du 29 septembre 2005³ précise les critères techniques et méthodologiques relatifs à l'évaluation de la probabilité, de la cinétique, de l'intensité et de la gravité des accidents potentiels dans les études de dangers.

L'arrêté détermine les règles minimales relatives à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets des phénomènes dangereux et de la gravité potentielle des accidents susceptibles de découler de leur exploitation et d'affecter les intérêts visés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Il est complété par la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003. Cette circulaire a vocation à traiter principalement des établissements relevant du régime de l'autorisation avec servitudes mais les principales règles méthodologiques peuvent être appliquées, avec la proportionnalité à laquelle la réglementation incite, pour l'ensemble des installations classées.

Au besoin, le BPU prévoit des lignes pour la réalisation de prestations réalisées indépendamment d'une étude de danger (Documents de synthèse des mesures de maîtrise des risques, Etude de flux thermiques, Mise à jour ou actualisation d'une étude de danger).

3.2.3.9.2 Etude de dangers et établissement Seveso, Autres

Référence : Art. L. 515-39 et R. 515-88 -90 -98 du CE.

L'étude de dangers est réalisée dans un document unique à l'établissement, éventuellement complété par des documents se rapportant aux différentes installations concernées.

Sont mentionnés les noms des rédacteurs et/ou des organismes compétents ayant participé à son élaboration.

L'étude de dangers doit justifier que l'exploitant met en œuvre les mesures de maîtrise des risques internes à l'établissement. Ces mesures sont celles dont le coût n'est pas disproportionné par rapport

³ Arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation

aux bénéfices attendus, soit pour la sécurité globale de l'installation, soit pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

L'étude de dangers démontre par ailleurs qu'une politique de prévention des accidents majeurs est mise en œuvre de façon appropriée.

Dans les établissements Seveso seuil haut, l'étude démontre également qu'a été établi un plan d'opération interne et un système de gestion de la sécurité.

Le résumé non-technique doit comprendre au moins des informations générales sur les risques liés aux accidents majeurs et sur les effets potentiels sur la santé publique et l'environnement en cas d'accident majeur.

L'étude de dangers est réexaminée périodiquement et mise à jour si nécessaire.

Pour les établissements Seveso seuil haut comme seuil bas, l'arrêté du 26 mai 2014 précise le contenu de l'étude de dangers. Il est complété par la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003.

Dans un premier temps, l'exploitant réalise l'analyse de risques, qui est une démarche d'identification et de maîtrise des risques. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite.

Cette démarche d'analyse de risques vise principalement à qualifier ou à quantifier le niveau de maîtrise des risques, en évaluant les mesures de sécurité mises en place par l'exploitant, ainsi que les dispositifs et dispositions d'exploitation, techniques, humains ou organisationnels, qui concourent à cette maîtrise.

Elle porte sur l'ensemble des modes de fonctionnement envisageables pour les installations, y compris les phases transitoires, les interventions, les marches dégradées prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité, de manière proportionnée aux risques ou lorsque les dangers sont importants.

L'étude de dangers contient les principaux éléments de l'analyse de risques, sans la reproduire. L'étude de dangers décrit les mesures de conception, les mesures d'ordre technique et les mesures d'organisation et de gestion propres à réduire la probabilité et/ou les effets des phénomènes dangereux et à agir sur leur cinétique. Elle justifie (à partir d'éléments techniques ou par démonstration d'un coût disproportionné par rapport aux bénéfices attendus) les éventuels écarts par rapport aux référentiels professionnels de bonnes pratiques reconnus, lorsque ces derniers existent ou, à défaut, par rapport aux informations disponibles sur les meilleures pratiques. Elle contient par ailleurs à minima les informations indiquées dans la liste ci-après.

L'étude de dangers contient, dans un paragraphe spécifique, le positionnement des accidents potentiels susceptibles d'affecter les personnes à l'extérieur de l'établissement selon la grille ci-après.

Si l'exploitant utilise une ou des grilles différentes de celle définie par l'arrêté, il doit expliciter dans l'étude la relation entre la grille de l'arrêté et celle(s) utilisée(s) dans son analyse de risques.

Des études de flux thermiques par bâtiment peuvent être commandées en dehors de la réalisation d'une étude de danger, notamment pour la rédaction d'un dossier de demande de dérogation sur l'application des dispositions constructives de protection contre l'incendie.

3.2.4 Réalisation du DDAE

Le prestataire élabore pour le compte du porteur de projet (cf. définition à l'annexe 2), le dossier de demande d'autorisation environnementale conformément aux articles R. 181-13 et 14 du CE. Le DAE est réalisé conformément à l'usage. Les pièces à joindre à la demande d'autorisation environnementale sont celles listées dans le CERFA n°15964*03. Il comprendra notamment un résumé non technique

permettant la synthèse des informations et une appréciation rapide du projet par les services instructeurs et le public.

Les éléments issus d'éventuelles décisions de dispense d'évaluation environnementale, informations et avis de cadrage figureront clairement dans le dossier. Le prestataire réalise l'ensemble des éléments graphiques nécessaires à l'appréciation du projet et à la compréhension du dossier par les services instructeurs ainsi que pour l'enquête publique. Aucune mission topographique n'est attendue du prestataire, celles-ci faisant l'objet d'un marché indépendant.

Il est recommandé au pétitionnaire de contacter la DTIE ou l'inspection des installations classées relevant du Ministère des Armées et des anciens combattants avant le dépôt du dossier, le plus tôt possible, pour être informé des documents à fournir obligatoirement en fonction des caractéristiques du projet.

Conformément à l'article R-181-13 et suivants du code de l'environnement, ce dossier de demande d'autorisation environnementale doit être transmis en version électronique au CGA/IIC. Cependant, à la demande du CGA/IIC, des exemplaires « papier » peuvent être demandés et feront l'objet d'une commande au BPU.

3.2.4.1 Constitution du DDAE

Le dossier de demande d'autorisation environnementale (DAE) est constitué :

- D'une version électronique (.doc, .xls, .dgn ou .dwg et PDF),
- D'un nombre d'exemplaires papiers imposé par le service instructeur.

Les plans fournis dans le dossier doivent avoir un format suffisant permettant une lecture aisée.

Toutefois, à la demande de l'administration, le pétitionnaire peut être amené à fournir des exemplaires supplémentaires pour procéder à l'enquête publique et aux consultations prévues. Le titulaire produit au maître d'ouvrage le nombre d'exemplaires supplémentaires autant de fois que nécessaire.

Un DAE comporte :

- Les pièces listées par les articles R.181-13 à D 181-15-2 dont l'étude d'impact ou à défaut l'étude d'incidence environnementale ;
- Un sommaire global permettant d'appréhender rapidement l'organisation des différentes parties du dossier ;
- Un sommaire détaillé est présent au début de chacune des parties ainsi que la liste des tableaux et des figures de chacune des parties. De plus, un glossaire explicitant les principales abréviations est fourni dans chaque partie.

Chaque résumé non technique est présenté au début du dossier.

Les éléments du dossier sont suffisamment développés pour permettre de caractériser le projet sur son site et appréhender ses dangers et inconvénients sur l'environnement.

L'étude d'impact doit être construite de manière à pouvoir être lue et comprise indépendamment des autres parties du dossier. De ce fait, elle reprend la description du projet présentée dans la partie 4° sous forme d'introduction.

Le principe de proportionnalité (cf. art. R. 122-5 code environnement) est étudié de manière à prendre en compte la sensibilité environnementale de la zone et surtout la préservation de la santé humaine.

Le périmètre de l'étude d'impact doit être suffisamment large pour une analyse cohérente des facteurs environnementaux aux échelles pertinentes, une prise en compte complète des diverses composantes du site, sans se limiter nécessairement aux seules limites administratives.

Ce périmètre peut évoluer en fonction des conclusions de l'analyse de l'état initial sur proposition du titulaire.

La délimitation de l'aire d'étude en fonction des échelles de réflexion est prédéfinie comme suit :

- Zone d'emprise directe du projet,
- Zone d'influence immédiate,
- Zone d'influence large.

Lorsque le projet soumis à étude d'impact (EI) concourt à la réalisation d'un programme de travaux dont la réalisation est échelonnée dans le temps, l'étude d'impact comprend une appréciation des impacts de l'ensemble du programme.

L'analyse des effets doit s'appuyer sur des évaluations à dire d'experts notamment pour la faune et la flore.

Ces effets doivent dans la mesure du possible faire l'objet de modélisations en particulier pour le bruit, l'eau (transparence hydraulique) et l'air. Une attention particulière est apportée à la quantification de ces effets notamment dans le cadre d'intégration de la notion de proportionnalité.

Cette analyse permet d'une part d'identifier les effets négatifs sur l'environnement et la santé mais doit permettre également de valoriser et mettre en exergue les impacts positifs.

Le Prix Unitaire du DDAE (3.2.4.1) se comprend par la rédaction d'ensemble du dossier avec les différents éléments nécessaires listés ci-avant et les mises à jour selon les remarques formulées par les autorités instructrices, les différents éléments graphiques, un diaporama de synthèse en version électronique.

Si besoin, le nombre de dossiers papier demandés par le service instructeur (habituellement : 1 par communes concernées + 3 pour le service instructeur + 1 pour l'exploitant) est commandé à l'aide du BPU.

Les études d'impact, de dangers ou autres connexes font l'objet d'un prix unitaire en plus décrites respectivement aux 3.2.4.2. et 3.2.3.9.

Le titulaire doit prévoir le juste besoin dans l'établissement de sa proposition de devis initial.

Si besoin, en dehors des éléments de mission (Pré cadrage, VNEI, ...) comprenant déjà les mesures Eviter, Réduire, Compenser (ERC), il peut être demandé au titulaire un document de synthèse des mesures ERC. Un Prix Unitaire spécifique est prévu à cet effet.

3.2.4.2 Projet soumis à évaluation environnementale

Si le projet est soumis à évaluation environnementale, le titulaire réalise une étude d'impact. Celle-ci fait l'objet d'un prix distinct et d'un document finalisé. Elle est construite de manière à pouvoir être lue et comprise indépendamment des autres parties du dossier. De ce fait, elle reprend, sous forme d'introduction, la description du projet.

Dans cette étude d'impact, le principe de proportionnalité est étudié de manière à prendre en compte la sensibilité environnementale de la zone et surtout la préservation de la santé humaine.

Le périmètre de l'étude d'impact est suffisamment large pour une analyse cohérente des facteurs environnementaux aux échelles pertinentes et une prise en compte complète des diverses composantes du site, sans se limiter nécessairement aux seules limites administratives.

Ce périmètre peut évoluer en fonction des conclusions de l'analyse de l'état initial sur proposition du titulaire.

La délimitation de l'aire d'étude en fonction des échelles de réflexion est prédéfinie comme suit :

- Zone d'emprise directe du projet ;
- Zone d'influence immédiate ;
- Zone d'influence large.

Lorsque le projet soumis à EI concourt à la réalisation d'un programme de travaux dont la réalisation est échelonnée dans le temps, l'étude d'impact comprend une appréciation des impacts de l'ensemble du programme.

L'analyse des effets s'appuie sur des évaluations à dire d'experts notamment pour la faune et la flore.

Ces effets doivent dans la mesure du possible faire l'objet de modélisations en particulier pour le bruit, l'eau (transparence hydraulique) et l'air. Une attention particulière sera apportée à la quantification de ces effets notamment dans le cadre d'intégration de la notion de proportionnalité.

Cette analyse permet d'une part d'identifier les effets négatifs sur l'environnement et la santé mais doit permettre également de valoriser et mettre en exergue les impacts positifs.

Dans le cas où un DDAE est réalisé par exploitant, l'étude d'impact est réalisée une seule fois pour l'ensemble du projet et est employée pour l'ensemble des exploitants.

3.2.4.3 Projet dispense d'Evaluation Environnementale

Lorsqu'un dossier de demande d'autorisation environnementale ne requiert pas d'évaluation environnementale, celui-ci ne comporte pas d'étude d'impact mais une étude d'incidence environnementale.

Cette étude fait l'objet d'un prix distinct mais ne requiert pas de livrable à part entière. Elle est directement intégrée au DDAE concerné.

L'étude d'incidence environnementale est réalisée conformément à la réglementation.

3.2.5 Assistance élaboration dossiers complémentaires

3.2.5.1 Dérogation pour la destruction d'espèces protégées (D 181-15-5)

Si le projet entraîne la « destruction, l'enlèvement, la perturbation intentionnelle, la mutilation, la cueillette... » d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées, ou « la destruction, l'altération ou la dégradation du milieu particulier à ces espèces animales ou végétales », le titulaire doit réaliser un dossier de demande de dérogation pour la destruction d'espèces protégées (DEP). Le contenu du dossier doit être conforme aux exigences de l'Arrêté du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées. Cette demande est instruite par la DREAL de la région concernée par le projet, avec saisine du CNPN ou du CSRPN. Le titulaire assiste le maître d'ouvrage jusqu'à obtention de l'arrêté d'autorisation ministériel et/ou préfectoral selon les espèces.

Comme rappelé par la jurisprudence (Conseil d'Etat, avis, 9 décembre 2022), la nécessité de déposer une demande de dérogation ne découle pas de la seule présence des espèces mais bien d'un risque caractérisé. Ainsi, le Conseil d'Etat a clarifié la position selon laquelle une dérogation n'est pas systématique malgré la présence d'espèces protégées dans l'emprise d'un projet. Pour déterminer si

un risque d'atteinte aux espèces protégées est caractérisé, les mesures d'évitement et de réduction des atteintes portées aux espèces protégées proposées devront nécessairement être prises en compte.

Cette mission fait l'objet d'un dossier spécifique.

3.2.5.2 Demande d'autorisation de modification de l'état ou de l'aspect d'une réserve naturelle (L.332-6 et L.332-9)

En cas de besoin, le titulaire établit la demande d'autorisation de modification conformément à l'article R332-4 avec notamment la note précisant l'objet, les motifs et l'étendue de l'opération.

Cette mission fait l'objet d'un dossier spécifique.

3.2.5.3 Demande de modification ou dérogation à un arrêté préfectoral (BIOTOPE ou autre)

En cas de besoin, le titulaire établit la demande ou dérogation à un arrêté préfectoral adaptée.

Cette mission fait l'objet d'un dossier spécifique.

3.2.5.4 Défrichement (D 181-15-9)

Le titulaire assiste l'équipe projet de maîtrise d'ouvrage pour élaborer la demande d'autorisation de défrichement. Cette demande doit être finalisée au moment de la recevabilité du DAE. La rémunération complète intervient au moment de l'octroi de cette autorisation.

Cette mission fait l'objet d'un dossier spécifique.

3.2.5.5 Demande d'autorisation d'urbanisme

Le titulaire doit collaborer avec le maître d'œuvre par l'intermédiaire du maître d'ouvrage, en communiquant l'ensemble des éléments figurant au DAE et en particulier à l'étude d'impact utiles à la finalisation de la demande de permis de construire, d'aménager ou autres autorisations d'urbanisme (DUP, servitudes). L'autorisation correspondant, à l'exception du permis de démolir, n'est valide qu'après obtention de l'autorisation environnementale.

Cette mission fait l'objet d'un dossier spécifique.

3.2.5.6 Plan d'opération interne (POI)

Le titulaire fournit au maître d'ouvrage, sous la forme d'une fiche de synthèse et pour les installations qui y sont soumises, les éléments nécessaires pour la mise à jour du POI par le pétitionnaire.

3.2.5.7 Plan de prévention des risques technologiques (PPRT)

Le titulaire fournit au maître d'ouvrage, sous la forme d'une fiche de synthèse et pour les installations qui y sont soumises, les éléments nécessaires pour la mise à jour du PPRT par le pétitionnaire.

3.2.5.8 Dossier de cessation d'activité

Le mémoire de réhabilitation dans le cadre d'une cessation d'activité est traité avec l'accord cadre SSP hormis pour les ICPE/IOTA de chantier (par exemple 2518/2521/2522/4.1.2.0. ...). Dans ce cas, au choix du conducteur d'opération, le dossier environnement peut être inclus en totalité ou partie dans le marché de travaux. Il est prévu une ligne au BPU pour le mémoire de CESAC de chantier.

3.2.6 Assistance dans l'instruction du DDAE

3.2.6.1 *Déroulement de l'instruction*

Dans le cadre de l'instruction du dossier (cf. art L 181-9), le prestataire assiste le pétitionnaire/maître d'ouvrage tout au long des phases de l'instruction.

Dans l'attente des directives internes du Ministère des Armées et des anciens combattants suite à la parution de la loi industrie verte n° 2023-973 du 23 octobre 2023 et de son décret à paraître, il convient de prendre en compte les modifications dans la procédure d'autorisation.

Les phases examen et consultation se déroulent de manière simultanée et cette phase « examen + consultation » dure 3 mois.

Les demandes de compléments ne stoppent pas la phase « examen + consultation ». Le prestataire assiste le porteur du projet pour apporter les réponses qui alimentent au fur et à mesure le dossier qui est consulté par le public, tout au long de ces 3 mois.

Ces évolutions imposent de renforcer les échanges en amont avec l'instructeur, afin de préparer au mieux le dossier de demande d'autorisation. Ceci afin de déposer un dossier solide et abouti, permettant de bénéficier de cette réduction des délais.

A l'inverse, un dossier déposé trop hâtivement peut conduire à des demandes de compléments qui, s'ils ne sont pas apportés dans un délai compatible avec la durée de consultation, risquent de conduire au rejet de la demande.

- **Phase d'examen (R 186-16) :**

Au cours de cette phase, le prestataire doit apporter les éventuels compléments et reprendre le dossier jusqu'à ce que celui-ci soit jugé recevable. Si celui-ci est rejeté par l'autorité administrative compétente, le prestataire doit reprendre le dossier de manière à pouvoir répondre à tous les motifs du rejet. Pour les projets soumis à avis de l'autorité environnementale (AE), le prestataire doit compléter le dossier sur les éléments demandés par l'AE.

- **Phase enquête publique : (R 181-36) (cas d'un projet soumis à évaluation environnementale) :**

Le prestataire doit dans un premier temps assister le pétitionnaire pour constituer le dossier d'enquête publique comprenant les pièces et avis mentionnés à l'article R.123-8 du CE.

Au cours de l'enquête publique, le prestataire doit consulter le ou les registres d'enquête, préparer les réponses et les documents à communiquer au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête et l'accompagner à sa demande relayée par le maître d'ouvrage, pour la visite du site. Lorsque des réunions d'information et d'échange avec le public sont nécessaires, le prestataire doit préparer ces réunions, être présent et répondre aux questions particulières à la demande du maître d'ouvrage.

Pour les projets dispensés d'évaluation environnementale, le prestataire doit assister le pétitionnaire / maître d'ouvrage lors de la **consultation du public** pour répondre aux éventuelles questions du public ou du service instructeur. Il doit également élaborer pour le compte du pétitionnaire le dossier mis à disposition du public.

Il assiste le pétitionnaire dans l'élaboration de la publicité et suit la parution sur internet, l'affichage à l'entrée du site et l'affichage en mairie réalisés par la préfecture.

Il consulte le/ou les registres mis à disposition du public, fait un point hebdomadaire au maître d'ouvrage et élabore les réponses aux questions posées.

A réception du rapport du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, le prestataire assiste l'équipe projet de maîtrise d'ouvrage pour l'élaboration des réponses à fournir.

Toutes les modifications apportées doivent faire l'objet d'une mise à jour des documents constituant la demande d'autorisation. Elles sont également traduites pour intégration aux documents de conception.

Au cours de l'enquête publique, le prestataire doit consulter les registres et assister l'équipe projet de maîtrise d'ouvrage dans la préparation des réponses aux questions posées susceptibles d'être relayées par le commissaire enquêteur.

De même, il doit assister le maître d'ouvrage dans la relecture du rapport et des prescriptions techniques de l'arrêté d'autorisation.

- **Phase de décision :**

Le prestataire accompagne le pétitionnaire / maître d'ouvrage pour réaliser un examen contradictoire du projet de prescriptions et formuler un avis sur celui-ci. Si le projet fait l'objet d'une présentation au CoDERST (comité départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques), il assiste le pétitionnaire et le maître d'ouvrage en tant qu'appui technique. A l'issue de l'avis du CoDERST le prestataire assiste le porteur de projet à réception de l'arrêté finalisé (ou décret) pour émettre un avis.

3.2.6.2 Obligations du titulaire lors de l'instruction :

Le titulaire assiste l'exploitant durant la période d'instruction des dossiers par les acteurs internes et externes au Ministère des Armées et des anciens combattants jusqu'à l'obtention des arrêtés ministériels d'autorisation.

Le titulaire est tenu, dans un délai précisé par ordre de service (OS), de modifier et compléter son dossier suite aux remarques et exigences des services instructeurs et fournira les exemplaires complets de ces dossiers en nombre suffisant pour permettre la consultation des organismes et institutions internes et externes au Ministère des Armées et des anciens combattants.

Dans le cadre de cette partie, des réunions si besoin sont organisées par l'exploitant, sur le site concerné ou à l'établissement du service d'infrastructure de la défense de RENNES, ou dans les locaux du service instructeur notamment pour faire un point sur les prescriptions demandées par les instances devant valider le dossier d'autorisation environnementale.

Cette phase est close à l'obtention du ou des arrêté(s) ou décret (s) d'autorisation environnementale.

3.2.6.3 Instruction par le service instructeur du MINARM (CGA/IIC)

L'organisation du Ministère des Armées et des anciens combattants en matière de protection de l'environnement fait l'objet de l'annexe 2.

Le service de l'inspection des installations classées du Ministère des Armées et des anciens combattants instruit les demandes relatives aux ICPE et IOTA. Il est également service coordonnateur. Il a la responsabilité des consultations prévues aux articles R 181-18 à 32. Il transmet le dossier à l'Autorité environnementale le cas échéant.

Pendant la phase d'examen, des réunions sont organisées si besoin par l'exploitant, sur le site concerné, à l'établissement du service d'infrastructure de la défense de Rennes, éventuellement dans les bureaux du CGA/IS/PE/IE à Paris.

Le titulaire doit être joignable par mail.

3.2.6.4 Concertation / Information du public

La phase concertation se déroule en parallèle de la phase examen. Elle dure 3 mois.

Le prestataire est sollicité, le cas échéant, pour les deux réunions publiques organisées par le commissaire enquêteur et la conception du diaporama de présentation.

Si besoin, le prestataire assure la conception et la réalisation des supports de communication, tels que dépliants, panneaux d'affichage, diaporama. Il assiste si besoin, le pétitionnaire dans l'organisation et l'animation des réunions d'information publiques.

3.2.6.5 Supports de communication

Le prestataire fournit, sur la base de la proposition de principe validée au moment de la notification du marché, les supports de communication nécessaires au bon déroulement de l'enquête publique.

La conception définitive de ces supports (maquettes) est soumise à validation de l'équipe projet de la maîtrise d'ouvrage et prend en compte les évolutions découlant de l'aboutissement du dossier avant mise en production.

Ils peuvent être constitués de dépliants synthétiques qui peuvent se présenter sous les formes suivantes :

- Feuille A4 pliée en 3 volets recto verso, en quadrichromie avec photos ou schémas qui devront :
 - Inciter les riverains à se déplacer sur le lieu d'exposition le cas échéant ou à consulter le site internet de consultation du public,
 - Être mis à la disposition des administrés, leur permettant de conserver les éléments essentiels du projet,
- Panneaux d'exposition en cas d'organisation d'expositions dans les mairies riveraines. Leur format est suffisant (par exemple format A0). Les supports sont adaptés aux sites d'exposition,
- Diaporamas destinés notamment aux élus, synthétisant le dossier de demande d'autorisation et présentant les modalités d'organisation de l'enquête.

3.2.7 Assistance phase réalisation et mise en service

Le prestataire assiste le maître d'ouvrage pendant la phase réalisation pour vérifier la compatibilité des pièces techniques du dossier de consultation des entreprises avec les dispositions prévues dans le DAE et les prescriptions de l'arrêté (ou décret) ainsi que leur respect durant les travaux.

Il réalise un **audit de conformité** aux dispositions du DAE et prescriptions de l'arrêté (ou décret) **avant la livraison** et fournit une attestation de conformité. Cet audit n'est pas normé et ne nécessite donc pas de faire appel à un bureau de contrôle.

Il assiste également le pétitionnaire/maître d'ouvrage pour l'élaboration de la déclaration de projet (la déclaration de projet ne concerne que les projets publics de travaux, d'aménagements ou d'ouvrages qui présentent un intérêt général, elle relève de l'art. L 126-1 du code de l'environnement).

La durée de référence pour l'appréciation du coût d'assistance en phase réalisation est un chantier de 6 mois. La commande de cette prestation est réalisée au prorata de la durée réelle de chantier avec un minimum forfaitaire de 6 mois.

3.2.8 Déclaration de projet

Lorsque la déclaration de projet est requise (projet public de travaux, d'aménagements ou d'ouvrages faisant l'objet d'une enquête publique) en application de l'art. L. 126-1 du code de l'environnement, le titulaire prend en charge sa rédaction et sa publication conformément aux articles R.126-1 à R. 126-4 du CE dans les délais réglementaires.

3.2.9 Assistance phase Recours

Le prestataire assiste l'exploitant ou maître d'ouvrage à produire un audit, un constat, une synthèse, des réponses aux questions durant cette phase.

3.3 REALISATION D'AUTRES DOSSIERS ENVIRONNEMENTAUX

Les dossiers environnementaux suivants constituent une mission à part entière comprenant :

- Les visites nécessaires du site pour l'établissement du dossiers (autant que nécessaire)
- Le nombre de réunions est précisé dans le bon de commande. Une réunion comprend la préparation de la présentation, rédaction et diffusion des compte-rendu. Les réunions se déroulent sur le site concerné (minimum une en présentielle) ou dans les locaux du SID (présentielle ou visioconférence).
- La rédaction du dossier/ rapport selon les précisions ci-après.

3.3.1 Audit/ Mise en conformité

Dans le cadre de ce marché, le titulaire peut se voir commander une mission de réalisation d'un audit des ouvrages d'un projet ou d'un site, notamment ceux classés ICPE/IOTA. L'objectif à atteindre est une étude de mise en conformité. Cela comprend tout ou partie des prestations ci-dessous.

3.3.1.1 Recensement / synthèse

Le titulaire réalise un recensement exhaustif et une synthèse des différentes ICPE et IOTA existantes et des installations techniques pouvant avoir un impact sur le milieu naturel. Il collationne les autorisations existantes (arrêtés A, E, D...) pour ces installations ainsi que les dossiers instruits utiles au projet. Il peut se baser notamment sur les éléments suivants :

- Listing fourni dans le cadre marché (détail des installations communiquées pour chaque mission),
- Questionnaire fourni par le titulaire permettant d'identifier d'éventuelles installations oubliées.

La synthèse est réalisée sous forme d'un tableau Excel avec un onglet par site. Sur chaque onglet, un classement par exploitant est réalisé. Le fichier comprend au minimum les informations réglementaires d'une fiche de recensement :

- Le libellé : appellation courante de l'emprise, du bâtiment ou de l'aire aménagée et de l'IC séparée d'un point (ex: BA 123. BAT 104. Chaufferie),
- La rubrique ou les rubriques de nomenclature (art L.511-1 du code de l'environnement),
- La date de mise en service,
- La désignation de l'exploitant,
- Le régime administratif auquel l'installation est soumise (déclaration avec ou sans contrôle, enregistrement ou autorisation),
- Le critère et l'unité de classement : renseigner la donnée technique justifiant le classement de l'installation (ex: 4,2 MW pour une chaufferie),
- Les valeurs seuils réglementaires à respecter et les valeurs d'émissions mesurées (mesures ponctuelles, auto-surveillance, etc.),
- La géolocalisation de l'installation concernée avec l'inscription des coordonnées de géolocalisation dont l'unité de mesure est définie par le maître d'ouvrage et conforme au code de l'environnement,
- L'exploitation (exploitation en continue, secours, durée annuelle de fonctionnement, etc.) et le principe d'exploitation,
- Le recensement technique des équipements et ouvrages en place.

La maîtrise d'ouvrage se garde la possibilité de demander d'y faire apparaître des informations supplémentaires. Le fichier Excel est propriété du Ministère des Armées et des anciens combattants qui en fait l'usage qu'il souhaite sans possibilité de réclamation ou d'indemnisation du titulaire (transfert du droit d'auteur et de propriété à la Maîtrise d'Ouvrage).

Cette mission fait l'objet d'un dossier spécifique.

3.3.1.2 *Contrôle de conformité*

Le titulaire doit réaliser un contrôle de conformité vis-à-vis des dispositions réglementaires applicables et des bonnes pratiques environnementales et d'exploitation.

A l'issue de la visite obligatoire de chaque installation, le prestataire devra remettre un rapport comprenant au minimum les éléments suivants :

- Le procès-verbal de remise des pièces,
- Une fiche de données spécifiques par installation,
- L'identification des textes réglementaires applicables à la remise de l'audit au maître d'ouvrage,
- La situation générale de l'installation classée au regard de la réglementation présentée,
- Les descriptions de non-conformités administratives illustrées de commentaires,
- Les descriptions de non-conformités techniques illustrées de photos et commentaires,
- La présentation des dérogations envisageables,
- Une évaluation de l'exploitation en cours,
- Le descriptif de l'état de l'infrastructure,
- Les détails techniques de l'installation,
- Une approche « risques » par installation.

Cette mission fait l'objet d'un dossier spécifique à fournir par la maîtrise d'ouvrage par mail dans un délai de 21 jours calendaires.

3.3.1.3 *Mesures correctives*

Un détail des mesures correctives y compris en terme de procédures sont à prévoir avec une enveloppe des coûts.

Les procédures décrites peuvent faire l'objet d'un porter à connaissance auprès de l'instructeur pour validation. Le prévoir le cas échéant.

Pour cela, il fournira une fiche explicative pour chaque prescription significative et standardisée. Cette fiche rappelle les principaux points de la réglementation à respecter ou les objectifs de performance à atteindre. Par ailleurs, elle comporte des schémas présentant la mise en œuvre des préconisations ainsi que des illustrations de produits et d'équipements types.

- **Un identifiant** permettant de préciser l'appartenance de chacune des préconisations à l'une des catégories ci-après :
 - o La préconisation impacte la structure de l'installation,
 - o La préconisation est un aménagement pouvant être réalisé sans toucher à la structure et/ou au fonctionnement de l'installation,
 - o La préconisation relève de la mise en œuvre de dispositifs légers,
 - o La préconisation relève de la mise en place de mesures de substitution,
 - o La préconisation relève d'une simple information aux personnels.

- **Une enveloppe financière**, dont les coûts à prendre en compte sont :
 - Les travaux de construction,
 - Les travaux de modification et d'adaptation,
 - Les travaux de réhabilitation,
 - Les travaux de déconstruction,
 - Le démontage et l'évacuation de matériels,
 - La fourniture et la main d'œuvre,
 - Les prestations intellectuelles nécessaires (SSI, SPS, CT, etc.),
 - Le détail de la mise en place des structures ou d'installations provisoires nécessaires au maintien de l'activité durant les travaux,
 - Le mois de référence de cette estimation.

Le titulaire précise pour chaque estimation la base de référence sur laquelle il s'est appuyé pour cette enveloppe.
- **Une base de données informatique**, sous format Excel, facilement exploitable, dans laquelle figureront ;
 - La description des objectifs de performance à atteindre, les non-conformités et obstacles rencontrés accompagnés d'une photo,
 - Le point de contrôle réglementaire afférent à cette non-conformité ou obstacle,
 - Le type de fonctionnement concerné par la mesure,
 - L'impact du traitement sur continuité du fonctionnement,
 - L'impact sur la structure de l'installation,
 - Les préconisations correspondantes,
 - Les lots techniques associés aux travaux,
 - Les coûts.

Cette mission fait l'objet d'un dossier spécifique.

3.3.1.4 Durée de la mission

La durée contractuelle de cette mission est fixée par Ordre de Service (OS) après édition du bon de commande. Un calendrier d'exécution de cette mission est alors réalisé par le titulaire et soumis à approbation de la maîtrise d'ouvrage.

Pour une commande d'état initial d'un site, le délai courant de parfaite finalisation des prestations du bon de commande (quel que soit le nombre d'installation) est de 7 semaines à compter de la visite, décomposé comme suit :

- 3 semaines pour réaliser la visite à compter de la réunion de démarrage de la prestation,
- 3 semaines à l'issue de la visite pour remettre le rapport d'audit,
- 4 semaines à l'issue de la visite pour remettre le programme de travaux et de mise en conformité.

3.3.2 Pré cadrage écologique

Le pré cadrage écologique permet, sur la base d'**analyses bibliographiques** et d'**une à deux journées de prospections** de terrain conduites lors de la **période optimale** d'observations des principaux groupes taxonomiques (printemps), d'obtenir une évaluation des **enjeux écologiques** du site et des **effets prévisibles** du projet sur la biodiversité, afin d'anticiper les actions d'**évitement** et de **réduction** et les éventuelles démarches administratives à mettre en œuvre.

Le pré cadrage écologique est élaboré notamment sur la base des éléments suivants :

Eléments	Attendus
1 - Méthodologie	<p>Description de la méthodologie employée, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les consultations effectuées (personnes ressources) ; • La composition de l'équipe de travail (compétences des écologues) ; • Le calendrier des inventaires indiquant pour chaque groupe taxonomique la date de prospection, l'intervenant, et les conditions climatiques⁴, • Les aires d'étude qui sont utilisées pour l'analyse des sensibilités écologiques.
2 – Analyse bibliographique	<p>Synthèse bibliographique des données naturalistes existantes sur les aires d'étude préalablement définies, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les zonages réglementaires et d'inventaires ; • Les continuités écologiques ; • Les informations potentielles des structures et personnes ressources (ex. questionnaire de site NATURA 2000, CEN...).
3 – Investigations terrain	<p>Sur la base d'1 à 2 journées de prospections conduites entre mars et juin (période optimale d'observations des espèces). Ces investigations doivent permettre de cibler les principaux groupes taxonomiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Flore et habitats naturels (incluant la recherche d'espèces hygrophiles permettant de déterminer le caractère humide de la zone, ainsi que la recherche d'espèces végétales exotiques envahissantes) ; • Avifaune ; • Reptiles et amphibiens ; • Mammifères (dont les chiroptères) ; • Entomofaune. <p>A l'issue de la 1^{ère} journée de prospection, un compte-rendu sera transmis par mail à la maîtrise d'ouvrage (MO) afin d'indiquer les espèces identifiées et les conséquences prévisibles pour la conduite de l'opération.</p>
4 – Descriptions et cartographies	<p>Descriptions et cartographies des habitats, des zones humides, des fonctionnalités écologiques, des espèces animales et végétales patrimoniales et des espèces exotiques envahissantes.</p> <p>Les données brutes de biodiversité sont transmises à la maîtrise d'ouvrage au format Shape file (.shp) en Lambert 93 et Excel.</p>
5 – Evaluation des enjeux écologiques et des impacts du projet	<p>Evaluation des enjeux écologiques et des impacts du projet pour la faune, la flore et les habitats. Ces enjeux écologiques sont hiérarchisés selon 5 catégories en fonction de la valeur patrimoniale (très fort, fort, moyen, faible, inexistant). Le cas-échant, les espèces exotiques envahissantes sont précisées.</p>

⁴ Vis-à-vis de la météo, les intervenants devront s'assurer que les prospections terrain soient menées dans des conditions climatiques favorables à l'observation optimale des espèces.

6 – Mesures d'évitement et de réduction	Préconisations de mesures d'évitement puis de réduction pouvant être mises en place pour éviter ces impacts ou les limiter. Les mesures proposées doivent faire l'objet d'une concertation avec la maîtrise d'ouvrage (MO).
7 – Tableau de synthèse	En fonction des mesures décidées par la MO, le titulaire produit un tableau de synthèse présentant les impacts résiduels du projet sur la faune, la flore et les habitats.
8 – Procédures éventuelles	Déterminer, qualifier et motiver le besoin éventuel de procédure (examen au cas par cas, évaluation des incidences NATURA 2000 (EIN), un dossier de dérogation espèces protégées (DEP).…)

Précisions :

- Afin d'appréhender au mieux les enjeux écologiques, 3 échelles de réflexion sont à utiliser pour l'analyse des sensibilités :
 - 1 aire d'étude immédiate correspondant à l'emprise des aménagements prévus ;
 - 1 aire d'étude intermédiaire qui correspond à une zone tampon autour du projet. Il s'agit des surfaces susceptibles d'être indirectement impactées par le projet ;
 - 1 aire d'étude éloignée correspondant à l'analyse bibliographique sur un rayon plus large et permettant d'appréhender les milieux naturels globaux et les enjeux liés aux mouvements potentiels des espèces.

Les distances retenues pour la définition des aires d'étude intermédiaire et éloignée sont proposées par le titulaire au regard des impacts possibles du projet sur les enjeux de biodiversité.

Les aires d'étude définies font l'objet d'une validation par l'équipe de maîtrise d'ouvrage.

- Conformément à l'arrêté du 24 juin 2008, modifié par l'arrêté du 1er octobre 2009, la détermination d'une zone humide se fait alternativement, soit sur le critère floristique (recherche d'espèces hygrophiles tel qu'indiqué précédemment), soit sur le critère pédologique. Ainsi, si les investigations floristiques ne permettent pas de trancher sur le caractère humide de la zone d'étude, des sondages pédologiques peuvent être requis avec les précautions d'usage (si besoin de sécurisation pyrotechnique il est fait appel à l'AC Dépollution pyrotechnique). Le titulaire doit justifier et argumenter le recours à des sondages pédologiques.
- Un pré cadrage écologique peut être demandé dans le cadre de travaux sur des bâtiments (démolition, rénovation, etc.). Le titulaire doit prospector l'ensemble des bâtiments concernés par les travaux afin de statuer sur la présence/absence d'espèces protégées inféodées aux bâtis (hirondelles, chauves-souris, martinets, etc.).

Lorsque les bâtiments à prospector sont situés sur un terrain faisant lui-même l'objet d'un pré cadrage environnemental, celui-ci doit intégrer l'analyse portant sur ces bâtiments, sans que ces bâtiments ne fassent l'objet d'un DES supplémentaire.

Pour le lot 1 notamment, l'investigation des milieux maritimes peut être nécessaire, ainsi il est prévu un prix unitaire à la ligne 42 du BPU.

3.3.3 Porter à connaissance

Dans le cadre de travaux modificatifs notables sur une installation classée, le titulaire doit établir un dossier de porter à connaissance en cas de modification substantielle d'une installation soumise à autorisation, enregistrement ou déclaration. Le CGA/IIC décide de la suite à donner en fonction des éléments fournis.

3.3.4 Dossier d'enregistrement d'une ICPE

Le titulaire doit la rédaction du dossier administratif d'une installation soumise à enregistrement au titre de la réglementation ICPE. Le dossier est conforme à la réglementation en vigueur et suit les recommandations des chargés d'environnement du Ministère des Armées et des anciens combattants.

3.3.5 Dossier de déclaration avec contrôle périodique d'une ICPE

Le titulaire doit la rédaction du dossier administratif d'une installation soumise à déclaration avec contrôle périodique au titre de la réglementation ICPE. Le dossier est conforme à la réglementation en vigueur et suit les recommandations des chargés d'environnement du Ministère des Armées et des anciens combattants.

3.3.6 Dossier de déclaration d'une ICPE / IOTA

Le titulaire doit la rédaction du dossier administratif d'une installation soumise à déclaration au titre de la réglementation ICPE. Le dossier est conforme à la réglementation en vigueur et suit les besoins particuliers des exploitants et chargés d'environnement du Ministère des Armées et des anciens combattants.

Le titulaire d la rédaction du dossier administratif d'une installation soumise à IOTA. Le dossier est conforme à la réglementation en vigueur et suivra les besoins particuliers des exploitants et chargés d'environnement du Ministère des Armées et des anciens combattants.

3.3.7 Dossier de demande d'autorisation d'une installation EDCH

Le titulaire doit établir un dossier unique comprenant au minimum les pièces ci-après, mentionnées dans l'article 1 de l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de demande d'autorisation d'utilisation d'EDCH :

- La désignation des personnes responsables de la production ou de la distribution d'eau et lorsque les installations de production et de distribution d'eau ne sont pas gérées par la même entité, les pièces prouvant l'existence de relations contractuelles entre les structures gérant les différentes installations,
- L'information relative à la qualité de l'eau de la ressource utilisée,
- Une évaluation des risques de dégradation de la qualité de l'eau de la ressource utilisée,
- Une étude suivant le volume maximal de prélèvement,
 - L'avis d'un hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique,

- La justification des traitement mis en œuvre et l'indication des mesures prévues pour maîtriser les dangers identifiés et s'assurer du respect des dispositions mises en place,
- La description des installations de production et de distribution d'eau,
- La description de la surveillance de la qualité de l'eau à mettre en œuvre.

Le titulaire doit aussi collecter les pièces pour la constitution du dossier de déclaration ou d'autorisation des IOTA suivant l'article R 214-6 du code de l'environnement.

Le dossier est conforme à la réglementation en vigueur et suit les recommandations des chargés d'environnement du Ministère des Armées et des anciens combattants. Ce dossier est ensuite soumis pour instruction auprès du Service de Santé des Armées afin de vérifier la régularité et la conformité du dossier avant de le transmettre à la DCSSA pour obtention de l'arrêté d'autorisation de prélèvement et d'utilisation d'EDCH.

La prestation du titulaire comporte une assistance pendant la période d'instruction du dossier et est réputée réalisée à l'obtention de l'arrêté d'autorisation EDCH.

3.3.8 Assistance aux maîtres d'œuvre et d'ouvrage sur les volets environnementaux des opérations du projet

3.3.8.1 Assistance à la conception et à la construction des ouvrages ICPE et/ou IOTA

Afin de permettre l'élaboration du projet de construction et d'aménagement en parallèle de la procédure d'autorisation environnementale, le prestataire doit une assistance au dimensionnement des futurs ouvrages du projet pendant la phase conception :

- Il étudie les documents existants, recueille l'ensemble des informations utiles,
- Il réalise autant de visites du site que nécessaire,
- Le cas échéant, il propose des mesures de réduction du risque à la source,
- Il fournit la liste des dispositions constructives applicables aux ouvrages du projet qu'il présente sous forme d'un rapport.

3.3.8.2 Assistance à la rédaction des marchés de prestations intellectuelles et de travaux

Dans le cadre de cette mission, le titulaire assiste le maître d'ouvrage dans la rédaction des clauses environnementales et la reprise des clauses techniques rédigées durant les phases de conception/préparation des marchés de PI ou de travaux en lien avec les opérations du projet.

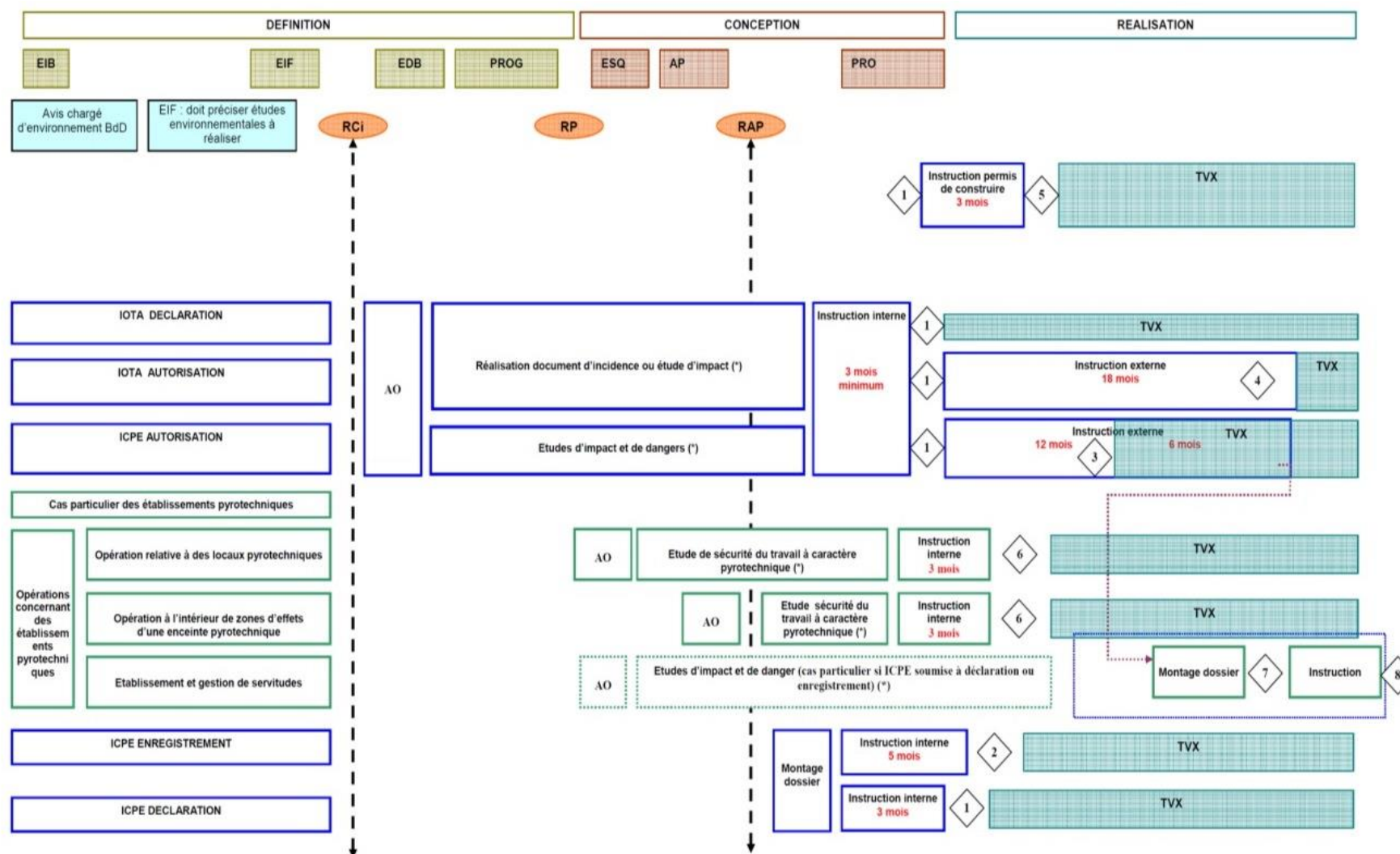
3.3.8.3 Assistance à la sélection des titulaires des marchés de prestations intellectuelles et de travaux

Pour les projets complexes ou concours de maîtrise d'œuvre, le titulaire assiste le maître d'ouvrage pour l'appréciation des critères environnementaux dans les offres des candidats et participe au jury.

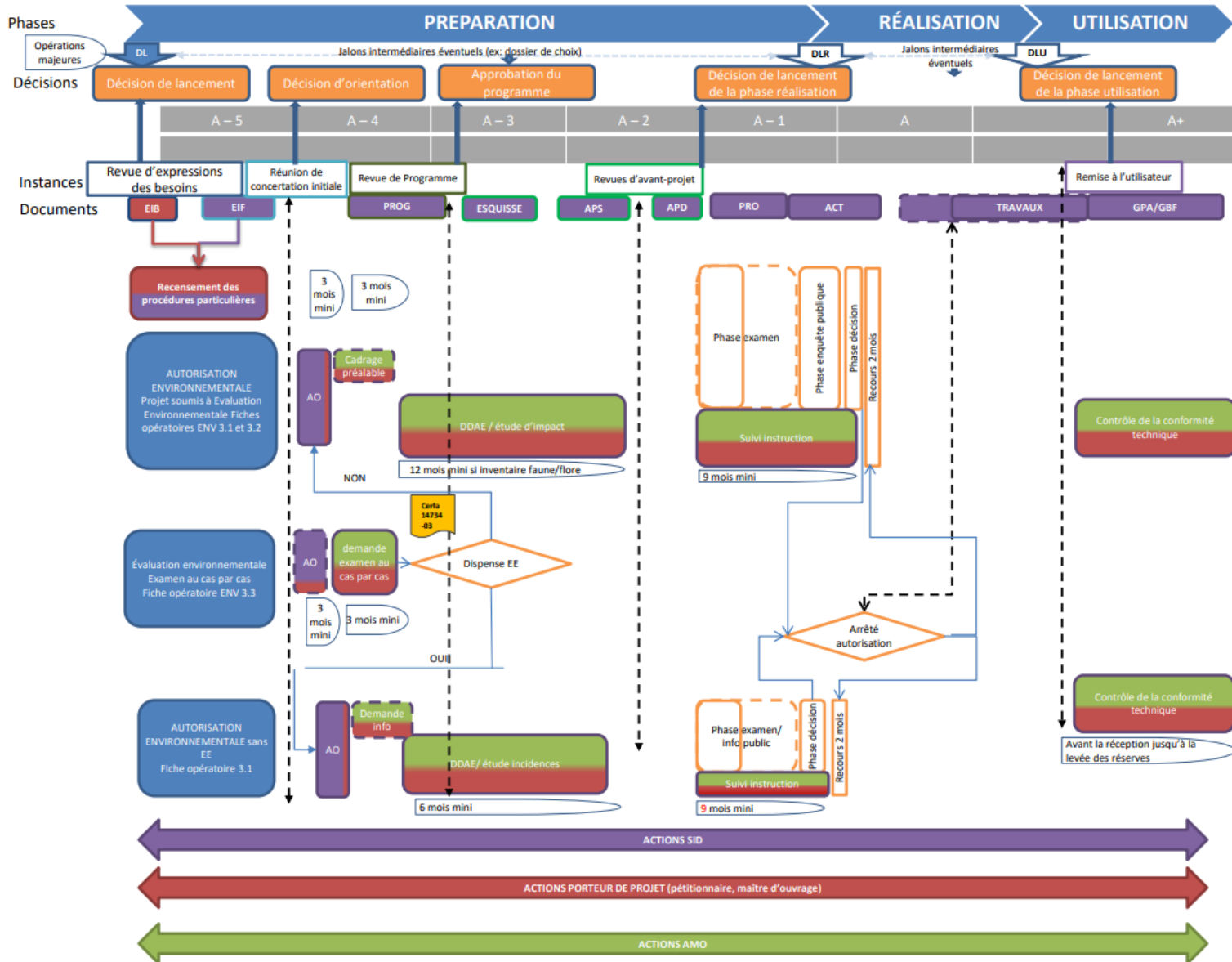
Le bon de commande précisera le nombre de jour en présentiel souhaité selon la procédure d'Appel d'Offres de l'opération.

4 CALENDRIERS

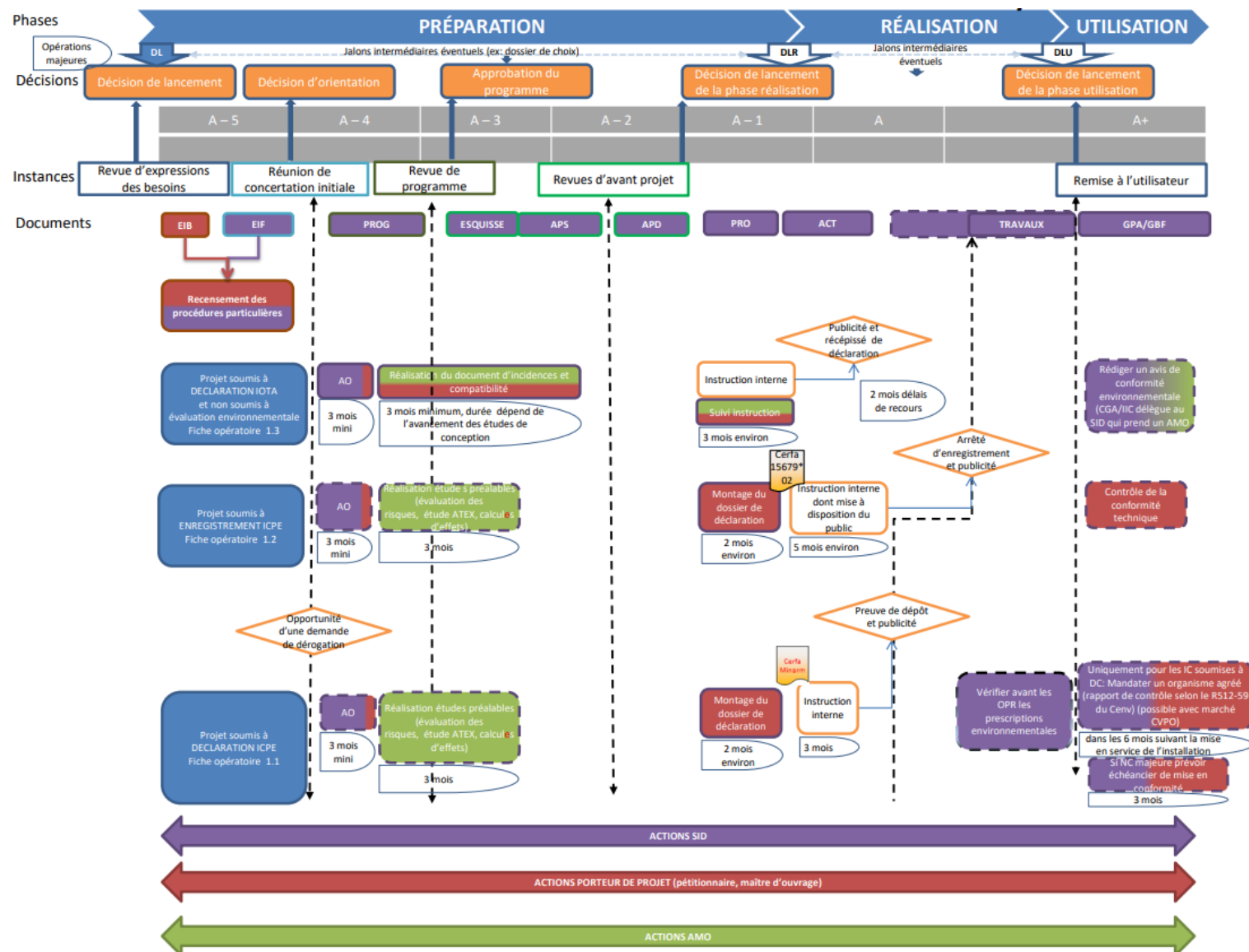
4.1 PROCEDURE COMPLETE D'UN PROJET D'INFRASTRUCTURE



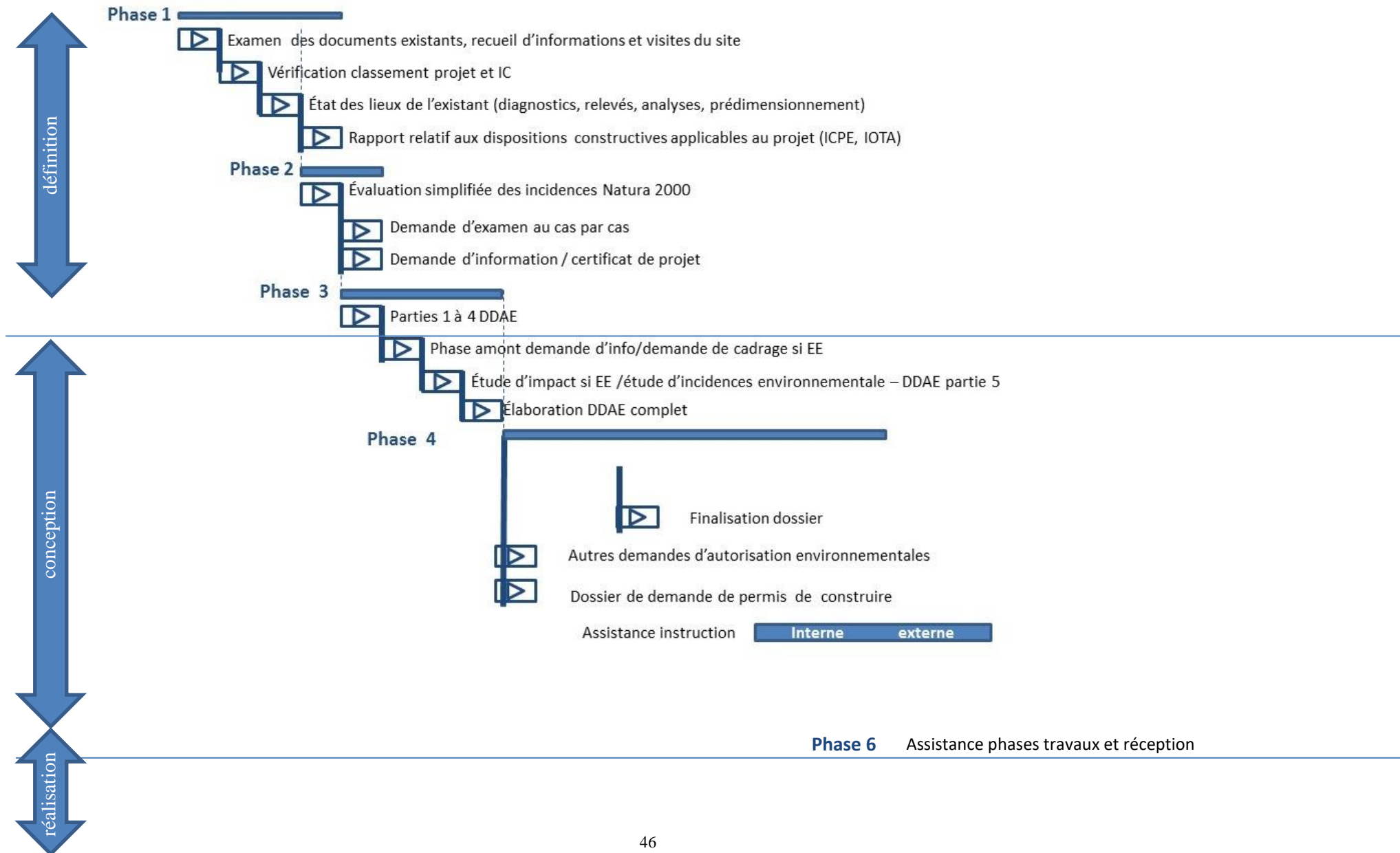
4.2 PROCEDURE D'UNE OPERATION D'INFRASTRUCTURE AVEC DAE



4.3 PROCEDURE D'UNE OPERATION D'INFRASTRUCTURE HORS DAE



4.4 PHASAGE PROCEDURE ENVIRONNEMENTALE



5 ANNEXES

ANNEXE 1 – PRESENTATION DU PROJET POUR ETABLISSEMENT D'UN DEVIS

1. CONTEXTE

Contexte réglementaire du dossier (à préciser) :

- Création d'installations classées dans le cadre d'un projet de travaux neufs,
- Dossier de régularisation réalisé à la demande du CGA/IIC, de la DTIE suite à une inspection,
- Dossier à réaliser suite à une modification notable et substantielle visant la prise d'un arrêté complémentaire,
- Catégorie de projet figurant dans le tableau annexé à l'art R.122-2 du code de l'environnement soumis à évaluation environnementale....

2. PRESENTATION DU SITE / EMPRISE / ETABLISSEMENT / DE L'EXPLOITANT OU MAITRE D'OUVRAGE

3. DESCRIPTIF SOMMAIRE DU PROJET

4. SITUATION DOMANIALE DU SITE / CONTRAINTES D'URBANISME

5. LISTE DES INSTALLATIONS OU CATEGORIES DE PROJET OBJETS DE LA PRESTATION

Le dossier portera sur les installations existantes ou en projet.

Le tableau suivant reprend la nature et le volume des activités, installations, ouvrages prévus ou existants.

Pour les installations classées projetées, modifiées ou existantes, le prestataire doit vérifier le classement déterminé par l'exploitant et le corriger le cas échéant. Pour cela, il doit établir la liste de l'ensemble des données et informations nécessaires, les recueillir dans les bases de données nationales, et le cas échéant les demander aux organismes compétents. Il doit aussi, accompagner le pétitionnaire / maître d'ouvrage dans la description des activités existantes et projetées (nature et consistance des installations), et pour chaque installation existante le nécessitant, soit décrire et estimer les travaux de mises aux normes environnementales ou les mesures compensatoires à mettre en œuvre, soit justifier de sa conformité.

Un rapport spécifique est établi pour la description et le chiffrage des travaux de mise aux normes à effectuer.

5.1. ICPE

Création

Rubriques ICPE	Activité/ objet	Quantité présente	Classement (SEVESO ou IED)	Seuil classement	Commentaires : procédé, matières et produits mis en œuvre

Modifications substantielles

Rubriques ICPE	N° IC fiche de recensement	Activité/ objet	Quantité présente	Classement / seuil (SEVESO ou IED)	Seuil classement	Année de mise en service	Commentaires (modifications)

Existantes connexes ou à proximité sur le site

Exploitant	Rubrique ICPE	N° IC de la fiche de recensement	Activité/ objet	Quantité présente	Classement / seuil (préciser si statut SEVESO ou IED)	Seuil classement	Année de mise en service	Commentaires : procédé, matières et produits mis en œuvre

5.2. IOTA

Création

N° nomenclature	Intitulé	Caractéristiques	Critères de classement	Classement	Seuil de classement	Commentaires

Modification

N° IOTA de la fiche de recensement	N° nomenclature	Intitulé	Caractéristiques / modification prévue	Critères de classement avant/après	Classement	Seuil de classement	Année de mise en service	Commentaires

Existantes connexes ou à proximité sur le site

Exploitant	N° IOTA de la fiche de recensement	N° nomenclature	Intitulé	Caractéristiques	Critères de classement	Classement	Seuil de classement	Année de mise en service	Commentaires

5.3. CATEGORIE DE PROJET SOUMIS A EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Catégorie et sous-catégorie de projet	Intitulé	Seuil de classement	Classement Evaluation environnementale (EE systématique ou examen au cas par cas)	Critère de classement	Commentaires

ANNEXE 2 - ORGANISATION DU MINISTERE DES ARMEES – MODALITES SPECIFIQUES DE L'EXERCICE DE LA POLICE ADMINISTRATIVE AU MINISTERE DES ARMEES

1. SPECIFICITES MINISTERIELLES

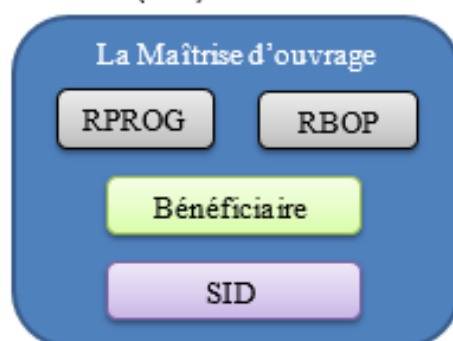
1.1. LA MAITRISE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage est l'Etat. Pour le ministère des Armées, les responsabilités de la maîtrise d'ouvrage sont partagées entre :

Les responsables budgétaires : le responsable de programme au sens budgétaire (RPROG), le responsable de budget opérationnel du programme (RBOP),

Le bénéficiaire : organisme au profit duquel l'ouvrage est réalisé,

Le service infrastructure de la défense (SID).



Très synthétiquement, il peut être considéré que le bénéficiaire exprime un besoin qui est réalisé par le SID selon une proposition de programmation validée par le RBOP (CEMA ou DTIE) contrainte par le cadrage financier du RPROG (CEMA ou SGA).

Les bénéficiaires peuvent être représentés au niveau régional par les EMZD.

Le ComBdD ne fait pas partie de la chaîne bénéficiaire mais il intervient dans le processus.

1.2. L'ENVIRONNEMENT

Le ministère des Armées est soumis au droit commun en matière d'environnement.

Toutefois certaines procédures sont spécifiques à celui-ci.

Elles sont définies au code de l'environnement et concernent principalement, les ICPE, les IOTA, et la mise à disposition d'informations au public.

2. QUELQUES DEFINITIONS

Dans les domaines des ICPE et des IOTA, certaines notions diffèrent de celles définies dans le code de l'environnement, elles sont reprises ci-après.

2.1. INSTALLATIONS / INSTALLATIONS CLASSEES

La notion d'installation classée au sein du ministère regroupe les ICPE (installations classées pour la protection de l'environnement) et les IOTA (installations, ouvrages, travaux et activités relevant de la loi sur l'eau).

2.2. SITE

Un site correspond à une emprise géographique. Elle correspond également à « immeuble » notion utilisée dans la base domaniale du SID (G2D). Un n° d'immeuble est attribué à chaque emprise.

2.3. SITE MULTI-EXPLOITANT

La notion de site multi-exploitant est utilisée pour les emprises relevant du ministère des armées qui accueille plusieurs exploitants. Dans ce cas, une convention de site définit l'organisation en place.

2.4. ETABLISSEMENT

La notion d'établissement est utilisée pour l'ensemble des installations d'un même site qui relèvent du même exploitant.

2.5. PROJET

Dans les réglementations ICPE et IOTA, pour l'autorisation environnementale, le terme de projet regroupe les installations classées relevant du régime de l'autorisation et tous les équipements du même exploitant connexes ou proches. (L. 181-1)

2.6. PORTEUR DE PROJET

Le porteur de projet est la personne physique ou morale responsable de la demande d'autorisation environnementale. Dans le cas d'installations classées c'est le pétitionnaire, dans les autres cas, c'est le SID (maître d'ouvrage).

2.7. PETITIONNAIRE

Terminologie utilisée uniquement pour les installations classées, le pétitionnaire est toute personne physique ou morale responsable de la demande d'autorisation environnementale. Pour les installations classées (ICPE/IOTA), il s'agit du futur exploitant.

2.8. TIERS

Pour les ICPE, qui ne relève pas de l'exploitant.

3. MODALITES SPECIFIQUES D'EXERCICE DE LA POLICE ADMINISTRATIVE DES ICPE/IOTA AU MINARM

Les modalités d'exercice des polices administratives des installations, ouvrages, travaux et activités et des installations classées pour la protection de l'environnement au sein des organismes relevant du ministère des armées sont définies par l'arrêté du 28/04/2011 paru au JO du 6/05/2011.

Une synthèse est présentée ci-après :

Art.2 – organisation des responsabilités

1. L'**exploitant** d'une installation classée est le chef d'organisme, il est responsable de :

- Son utilisation,
- Son entretien,
- Son maintien en conformité.

2. Le responsable de site

Il est désigné par le commandant de la base de défense si les exploitants relèvent d'autorités différentes ou par l'autorité unique dont relèvent les exploitants après avis du ComBdD.

Son rôle est de :

- Coordonner l'ensemble des polices (environnement, sécurité pyrotechnique, sûreté nucléaire...),
- Diffuser des consignes écrites aux exploitants (restrictions d'usage, pollutions accidentelles, désignation des responsables...),
- Coordonner les relations avec les entités extérieures au site,
- Examiner les conditions d'intégration d'une nouvelle installation et ses conséquences (connexité...) puis élaborer les prescriptions techniques nécessaires,
- Suivre et prendre en charge les effets cumulatifs des risques technologiques et nuisances générées.

Dans le cas d'un site multi-exploitants, les exploitants sont placés sous la coordination du responsable de site, celui-ci n'ayant toutefois pas de position hiérarchique.

Art.3 – police administrative : compétences

1. DTIE : prend les arrêtés sur proposition du CGA/IIC et avis du CODERST.

2. CGA/IIC :

- Assure le suivi administratif et le contrôle des installations classées,
- Assure le suivi des sites et sols pollués et accidents de pollution, à ce titre exerce la police administrative :
 - Des sites où sont exploitées des installations classées,
 - Des sites prévus pour un transfert de jouissance ou de propriété.
- Instruit les dossiers et constate les infractions,
- Applique et met en œuvre les sanctions administratives,
- A un rôle de conseil en matière de réglementation administrative et technique.

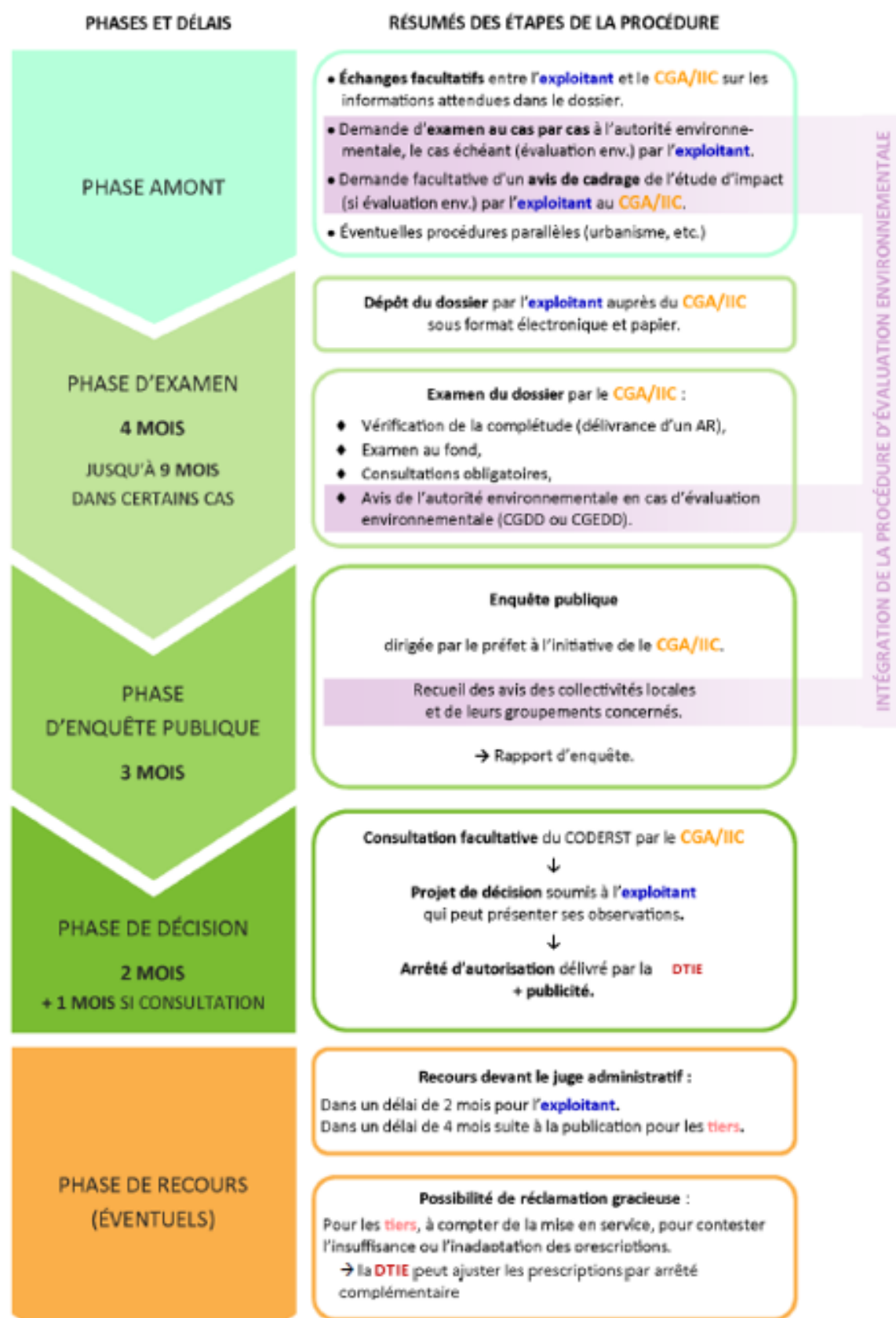
Art.4 – dispositions lors de constats d'infractions

1. **Rappel à la loi** : infraction avec incidences faibles – courrier DTIE rappelant la réglementation, imposant des mesures et des délais de réalisation.

2. **Mise en demeure** avec délais (arrêté DTIE) dans les cas suivants :

- Non-respect des prescriptions particulières ou des arrêtés ministériels dans les délais imposés,
- Installation classée exploitée de façon irrégulière.

4. ROLES DES ACTEURS / CONTRIBUTEURS INTERNES MINARM



INTÉGRATION DE LA PROCÉDURE D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

NB : la DTIE doit être en copie pour tout dépôt de dossier par l'exploitant.

Dans l'attente des directives internes du Ministère des Armées et des anciens combattants suite à la parution de la loi industrie verte n° 2023-973 du 23 octobre 2023 et de son décret à paraître, il convient de prendre en compte les modifications suivantes dans la procédure d'autorisation :

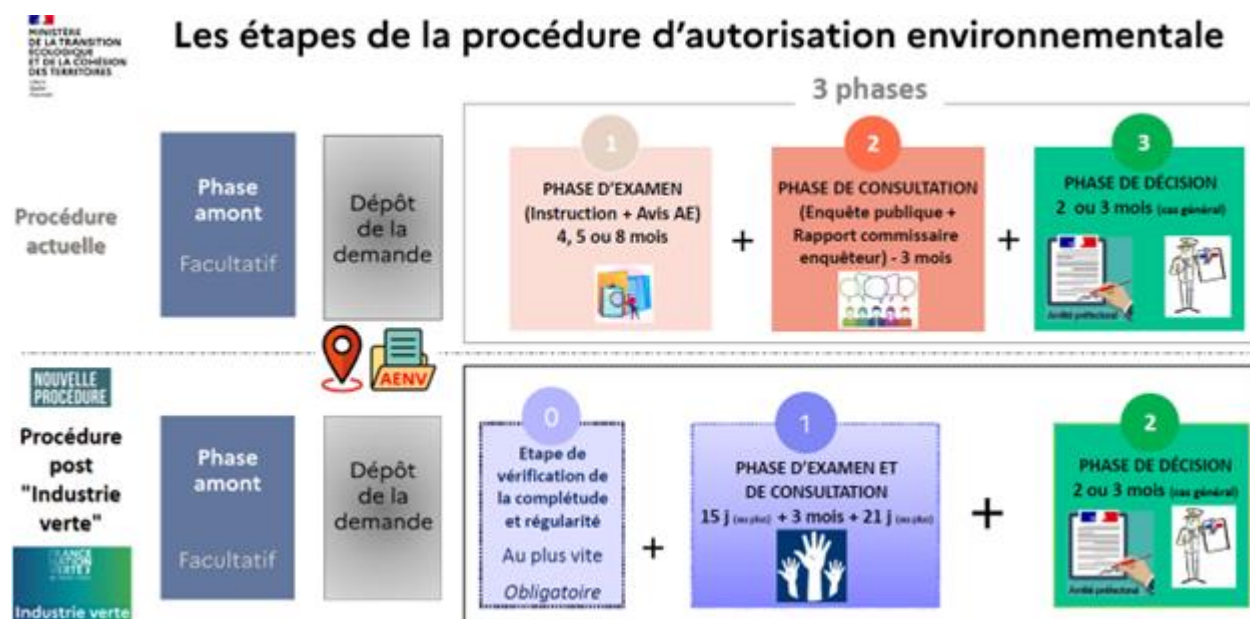
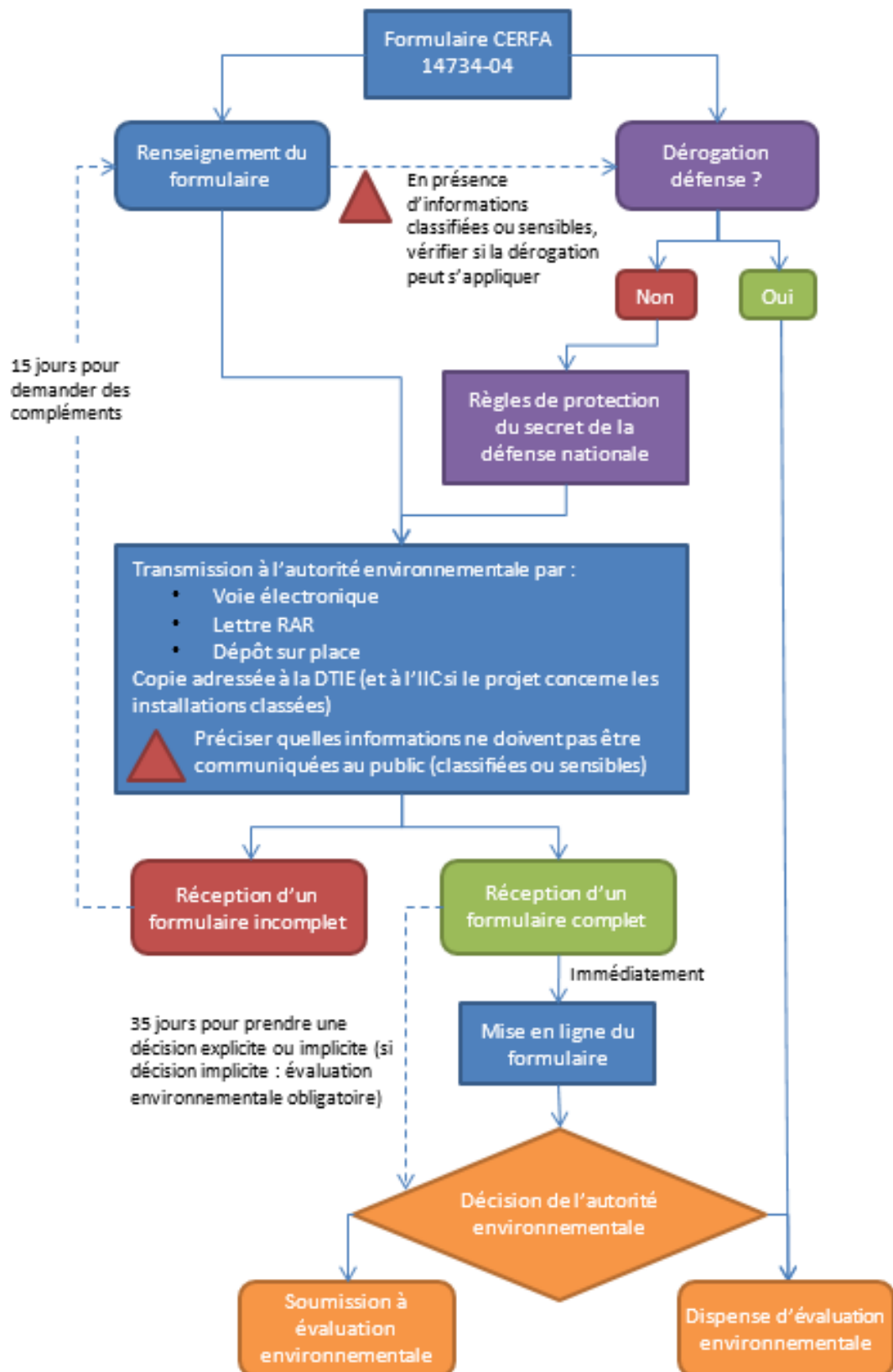


Schéma de la procédure d'examen au cas par cas.



ANNEXE 3 – GLOSSAIRE



Ae	Autorité environnementale
AE	Autorisation environnementale
AEP	Adduction d'eau potable
AM	Arrêté ministériel
AMPG	Arrêté ministériel de prescriptions générales
APC	Arrêté préfectoral cadre
AR	Avis de recevabilité : avis donné par le service instructeur (CGA/IIC pour les IC)
ATEX	Atmosphère explosive
AVAP	Aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine
Carmen	CARtographie du Ministère de l'ENvironnement - application cartographique au service des données environnementale dédiée aux producteurs de données souhaitant les partager à travers le web
CAS	Chemical Abstract Service – un numéro CAS est attribué à chaque substance organique et inorganique (chimique , polymère, séquence biologique et alliage) et permet une recherche dans quasi toutes les banques de données actuelles.
CCHPA	Commission consultative d'hygiène et de prévention des accidents
CHSCT	Comité d'hygiène sécurité et conditions de travail
CNPN	Conseil national de protection de la nature
CSRPN	Conseil supérieur régional de protection de la nature
CODERST	Conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques
COV	Composé organique volatil
ComBdD	Commandant de base de défense
DAE	Dossier d'autorisation environnementale
DEAL	Direction de l'environnement de l'aménagement et du logement
DREAL	Direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement
DRIEE	Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie
EDD	Etude de dangers
EE	Evaluation environnementale
EI	Etude d'impact
EQRS	Evaluation quantitative des risques sanitaires (risques sanitaires de toute origine, y compris microbiologique, tous les milieux de l'environnement et s'étend à l'étude des impacts sur les écosystèmes.
EMZD	Etat-major de zone de défense
EPCI	Etablissement public de coopération intercommunale
ERI	Excès de risques individuels – possibilité pour un individu exposé de développer l'effet lié à la pollution étudiée
ERP	Etablissement recevant du public
ERS	Evaluation des risques sanitaires
GF	Garanties financières
ICPE	Installation classée pour la protection de l'environnement

IED	Etablissement relevant de la directive « IED » 2010/75/UE du 24 novembre 2010 et des rubriques 3000 à 3999 de la nomenclature des ICPE
IIC	Inspection des installations classées : service instructeur et/ou coordonnateur, dans ce cadre l'interlocuteur du pétitionnaire, qui peut être accompagné de son prestataire et de son soutien
INPN	Inventaire national du patrimoine culturel
IOTA	Installations, ouvrages, travaux et activités
MINARM	Ministère des Armées
MMR	Mesure de maîtrise des risques
PCE	Paysagiste Conseil de l'état
PCI	Pouvoir calorifique inférieur
PLU	Plan local d'urbanisme
PNR	Parc naturel régional
POI	Plan d'opération interne
PPA	Plan de protection de l'atmosphère
PPAM/SGS	Politique de prévention des accidents majeurs/synthèse de gestion de la sécurité (cf. annexe I de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014)
PPRT	Plan de prévention des risques technologiques
PREDMA PREDD PREDAS PREDEC	Différents plans régionaux d'élimination des déchets
RNN	Réserve naturelle nationale (L 332-1 du CE) classement qui intervient pour assurer la conservation d'un milieu naturel d'intérêt national en encadrant les activités humaines susceptibles de lui nuire.
RNT	Résumé non technique
SDAGE	Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux
Seveso SH/SB	Etablissement Seveso relevant du seuil haut / seuil bas (au sens de l'article R 511-10 du CE)
SIS	Secteur d'information sur les sols(cf. art 173 Loi Alur)
SPRN	Service prévention des risques et des nuisances des DRIEE, DREAL ou DEAL
SRCE	Schéma directeur régional de cohérence écologique
SSP	Sites et sols pollués
UIC	Union des Industries Chimiques
UDAP	Union départementale de l'architecture et du patrimoine
VLE	Valeur limite d'exposition
VTR	Valeur toxicologique de référence
ZER	Zone à émergence réglementée
ZPPAUP	Zone de protection du patrimoine architectural , urbain et paysager